

Comité syndical du 27 novembre 2019

DL 2019\_11/01

## SIGNATURE DU CONTRAT TYPE 2019-2023 AVEC L'ECO-ORGANISME ECO-MOBILIER

AR PREFECTURE

047-254702582-20191127-DL2019\_11\_01-DE  
Reçu le 29/11/2019

Le Comité Syndical de ValOrizon, légalement convoqué le **18 novembre 2019**, s'est réuni, dans la salle de l'Hémicycle à l'Hôtel du Département à AGEN, sous la présidence de M. Jacques BILIRIT, Président, le mercredi 27 novembre 2019 à 9h30.

**CONSEIL DEPARTEMENTAL 47** : Séverine BESSON, Jacques BILIRIT, Christophe BOCQUET, Sophie GARGOWITSCH, Christine GONZATO-ROQUES, Françoise LAURENT, Michel MASSET, Valérie TONIN ;  
**VAL DE GARONNE AGGLOMÉRATION** : Marie-France BONNEAU, Patrick COUZINEAU, Gilbert DUFOURG, Jean-Claude DERC, Francis LABEAU, Jean-Pierre VACQUE, Alain LERDU ;  
**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU GRAND VILLENEUVOIS** : Bernard AJON, Daniel DESPLAT, Alain DE VOS, Marc TRANCHARD, Guy VICTOR, Michel VAN BOSSTRAETEN ;  
**SMICTOM LGB** : François COLLADO, Nicolas LACOMBE, Pascal LEGENDRE, Alain LORENZELLI, Jean-François SAUVAUD ;  
**FUMEL VALLÉE DU LOT** : Didier CAMINADE, Jean-Luc MUCHA, Jacques PICCOLI ;  
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DES BASTIDES EN HAUT AGENAIS PERIGORD** : Auguste FLORIO, Laurence ROUCHAUD ;  
**COMMUNAUTE DE COMMUNES COTEAUX ET LANDES DE GASCOGNE** : Eric ALBERTI, Michel PONTTHOREAU ;  
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LAUZUN** : Jean-Marie CONSTANTIN, Jean-Luc GARDEAU ;  
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DE DURAS** : Joël KLEIBER ;  
**COMMUNAUTE DE COMMUNES LOT ET TOLZAC** : \_ ;  
**COMMUNAUTE DE COMMUNES PORTE D'AQUITAINE EN PAYS DE SERRES** : Jean-Louis COUREAU.  
**Nombre de conseillers en exercice** : 37

**Présents** : Mmes BONNEAU, GARGOWITSCH, GONZATO-ROQUES, LAURENT, TONIN ; MM. BILIRIT, BOCQUET, CAMINADE, COUREAU, COUZINEAU, DERC, DESPLAT, FLORIO, LEGENDRE, LORENZELLI, MASSET, PICCOLI, SAUVAUD (18)

**Représentés** : M. LERDU par M. BILIRIT, M. COLLADO par M. FLORIO, M. CONSTANTIN par M. SAUVAUD, M. LABEAU par M. DERC, M. GARDEAU par M. BOCQUET, Mme ROUCHAUD par M. CAMINADE, M. PONTTHOREAU par Mme BONNEAU, M. VICTOR par M. DESPLAT (8)

Quorum atteint

**Secrétaire de séance** : M. DESPLAT

**Nombre de délégués présents** : 18

**Représentés** : 8

**TOTAL** : 26

**Participants divers** : Mme Sophie POUmeroULIE (VEOLIA), M. Erik GONZALEZ (VEOLIA), M. Thierry PEREZ (VALOREGEN)

DL 2019\_11/01

## SIGNATURE DU CONTRAT TYPE 2019-2023 AVEC L'ECO-ORGANISME ECO-MOBILIER

Vu la délibération (DL2014\_05/09) en date du 22 mai 2014, portant signature du contrat territorial de collecte de mobilier usagé avec l'éco-organisme Eco-Mobilier pour la période d'agrément de l'éco-organisme 2013-2017.

Vu les délibérations de toutes les collectivités adhérentes ainsi que l'Agglomération d'Agen donnant délégation de signature pour le contrat territorial type Eco-Mobilier au Syndicat ValOrizon sans condition de durée,

Vu la délibération (DL2018\_09/04) en date du 27 septembre 2018 portant prolongation pour l'année 2018 du contrat territorial avec l'éco-organisme Eco-Mobilier pour la poursuite de la collecte sélective des meubles et literies sur le département de Lot-et-Garonne,

Vu la demande de l'éco-organisme Eco-Mobilier de signer le nouveau contrat avant le 31 décembre 2019 afin de bénéficier de la rétroactivité des soutiens sur l'ensemble de l'année 2019 et d'activer la poursuite

du contrat jusqu'en 2023 pour poursuivre le déploiement opérationnel dans les déchèteries qui n'ont pas encore été équipées et procéder aux déclarations semestrielles en vue de versement des soutiens financiers du premier semestre à venir,

AR PREFECTURE  
017-254702582-20191127-DL2019\_11\_01-DE  
Recu le 29/11/2019

Vu le bilan financier des soutiens affectés par l'éco-organisme et reversés aux adhérents,

Vu le bilan financier joint,

	EX 2015	EX 2016	EX 2017		EX 2018			EX 2019	
	S2 2014	S1 2015	S2 2015	S1 2016	S2 2016	S1 2017	S2 2017	S1 2018	S2 2018
AGEN AGGLOMERATION	17 208,27 €	36 036,69 €	38 422,30 €	38 086,30 €	35 969,55 €	54 145,80 €	27 280,65 €	29 403,80 €	31 674,99 €
CAGV	9 440,11 €	16 351,06 €	16 836,00 €	15 788,43 €	14 647,05 €	21 051,10 €	11 044,52 €	11 921,22 €	12 624,33 €
3CLG	1 718,99 €	3 367,53 €	2 839,86 €	3 730,09 €	3 484,63 €	4 682,84 €	5 303,20 €	5 944,90 €	5 928,80 €
CC DURAS	434,03 €	1 679,95 €	2 065,07 €	1 898,26 €	2 071,92 €	2 145,85 €	2 414,40 €	2 347,45 €	2 715,20 €
CC LAUZUN	1 289,97 €	2 027,76 €	1 633,54 €	3 010,51 €	1 451,52 €	2 053,05 €	2 090,40 €	2 617,45 €	2 595,20 €
CC PAPS	2 018,25 €	4 259,02 €	4 570,77 €	2 935,81 €	2 379,51 €	2 356,16 €	2 407,68 €	1 834,65 €	1 962,00 €
CCLT	409,05 €	1 683,05 €	1 915,76 €	2 106,26 €	2 059,52 €	2 434,25 €	2 984,80 €	3 347,05 €	4 052,00 €
CCBHAP	3 108,96 €	5 101,78 €	9 016,94 €	8 307,85 €	7 916,91 €	9 627,06 €	7 271,39 €	8 297,52 €	8 140,99 €
CC FVL	5 315,85 €	11 781,32 €	14 135,03 €	13 943,75 €	6 990,04 €	7 907,90 €	7 257,68 €	8 320,40 €	8 969,53 €
SMICTOMLGB	4 736,64 €	14 705,72 €	17 240,08 €	16 586,82 €	15 889,83 €	17 719,07 €	15 874,08 €	15 537,56 €	17 701,61 €
VGA	8 222,79 €	19 086,72 €	21 121,97 €	19 112,36 €	16 030,91 €	23 930,39 €	14 169,79 €	19 517,27 €	21 276,41 €
TOTAL	53 902,91 €	116 080,60 €	129 797,32 €	125 506,44 €	108 891,39 €	148 053,47 €	98 098,59 €	109 089,27 €	117 641,06 €
TOTAL PAR EXERCICE	53 902,91 €	116 080,60 €	255 303,76 €		355 043,45 €			226 730,33 €	

### Après en avoir délibéré, le comité syndical,

- Article 1 : **PREND ACTE** du bilan financier des exercices précédents,
- Article 2 : **AUTORISE** le Président à signer le contrat territorial 2019-2023 avec Eco-Mobilier ci-annexé,
- Article 3 : **AUTORISE** le Président à engager toutes les démarches nécessaires pour mener à bien ce dossier.

**Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.**

Résultats des votes	
Suffrages exprimés :	26
Pour :	26
Contre :	0
Abstentions :	0

Fait à Damazan, le 29 novembre 2019

Le Président,

Publication / Affichage  
Le 29 novembre 2019

Jacques BILIRIT

AR PREFECTURE

047-254702582-20191127-DL2019\_11\_01PJ-CC  
Regu le 23/12/2019

---

# Contrat territorial pour le mobilier usagé

---

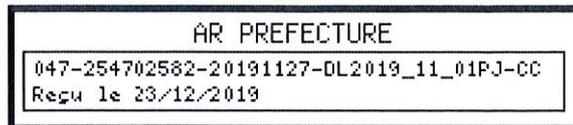
ValOrizon

Numéro de contrat :

**0267743-0003**

---

Contrat territorial pour le mobilier usagé



ENTRE:

ValOrizon

Adresse du siège : 17 avenue du 11 novembre  
Code postal et Ville : 47190 - AIGUILLON

N° INSEE : 254702582  
N° SINOE : 41498

titulaire de la (des) compétence(s) : Traitement  
représenté(e) par : Jacques BILIRIT - Président  
autorisée à conclure le Contrat par la délibération numéro

2019\_11/01 du 27/11/2019

désignée ci-après par « la Collectivité »,

**D'UNE PART,**

ET

Eco-mobilier, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 538 495 870, dont le siège social est situé 50 avenue Daumesnil, 75012 Paris, agréée en tant qu'éco-organisme au titre de l'article R 543-252 du code de l'environnement, représentée par Dominique Mignon, Présidente,

désignée ci-après par « Eco-mobilier »,

**D'AUTRE PART,**

La Collectivité et Eco-mobilier sont ci-après individuellement dénommés une « Partie » et ensemble les « Parties ».

Fait en deux exemplaires originaux

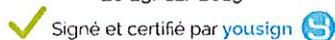
Pour la Collectivité  
Président  
Jacques BILIRIT

« Lu et approuvé » et signature

Lu et approuvé

Jacques BILIRIT

Le 23/12/2019



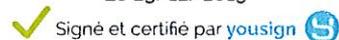
Pour Eco-mobilier  
La Présidente  
Dominique Mignon

« Lu et approuvé » et signature

Lu et approuvé



Le 23/12/2019



## ARTICLE LIMINAIRE ET DEFINITIONS

AR PREFECTURE

047-254702582-20191127-DL2019\_11\_01PJ-CC

Distribué le 2019

Eco-mobilier est un éco-organisme, créé à l'initiative des fabricants et distributeurs de mobilier, pour répondre collectivement à la réglementation issue du décret n°2012-22 du 6 janvier 2012 relatif à la gestion des déchets d'éléments d'ameublement.

Pour répondre aux objectifs de collecte et de valorisation issus de l'arrêté du 27 novembre 2017 portant le cahier des charges, Eco-mobilier propose aux collectivités territoriales compétentes de conclure le présent contrat, qui prévoit la mise en œuvre d'une collecte séparée, en accord avec la collectivité, et la mise en place de soutiens financiers aux déchets d'éléments d'ameublement collectés non séparément et traités par la collectivité.

Pour les collectivités concernées, il est nécessaire d'organiser une transition harmonieuse entre les périodes d'agrément 2013-2017 et 2018-2023, afin de réduire les tâches administratives et d'éviter les interruptions de collecte. A cette fin, il est nécessaire de clarifier et préciser certaines des dispositions contractuelles de la période 2013-2017.

Ainsi, dans le cadre du contrat-type 2013-2017 et du contrat-type 2018, les soutiens financiers ont été versés pour la collecte et/ou le traitement à chaque semestre échu. Le cahier des charges pour la période 2018-2023 prévoit un versement annuel des soutiens financiers, en année N pour l'année N-1. Considérant que cette disposition du cahier des charges 2018-2023 entraînerait un double paiement pour l'année 2018 et l'absence de paiement pour l'année 2023, les Parties déclarent expressément accepter que les soutiens demeurent calculés sur le semestre échu en année N.

Font partie intégrante du Contrat, l'ensemble des procédures disponibles dans l'extranet et les annexes.

Chaque fois qu'ils sont utilisés, les termes suivants, employés avec une majuscule, au singulier ou au pluriel, auront le sens défini ci-après :

- **L'Arrêté** : l'Arrêté ministériel du 27 novembre 2017 portant cahier des charges d'agrément relatif à la procédure d'agrément et portant cahier des charges des éco-organismes de la filière des DEA en application des articles L. 541-10, R. 543-240 et suivants du code de l'Environnement.
- **Contenant** : désigne les bennes et/ou tout autre contenant destinés à la gestion des DEA, y compris les contenants pour les Articles de literie
- **DEA**: Déchets d'éléments d'ameublement.
- **La Collectivité** : la Collectivité signataire du Contrat.
- **Déchèterie** : déchèterie définie à l'article 1-2 de l'annexe 1
- **Autres collectivités** : les Collectivités membres ou adhérentes de la Collectivité signataire.
- **Collecte séparée** : désigne la collecte séparée des DEA
- **Collecte non séparée** : désigne la collecte non séparée de DEA
- **Extranet** : désigne le système d'information collecte
- **Entités de l'ESS** : associations et entreprises de l'économie sociale et solidaire agissant dans le domaine de la réutilisation et favorisant la prévention, notamment au travers du réemploi.
- **Le Contrat** : désigne le Contrat territorial pour le mobilier usagé et ses annexes, et ses éventuels avenants
- **L'Extranet** : portail internet mis à disposition de la Collectivité par Eco-mobilier permettant la gestion administrative, opérationnelle et financière du Contrat,
- **TERRITEO** : portail administratif commun aux éco-organismes permettant la centralisation des informations administratives relatives aux collectivités.
- **Formation DEA** : formation transversale de la commission consultative de l'article D541-6-1 VI du code de l'environnement spécifique aux DEA
- **Articles de literie** : désigne les produits rembourrés d'assise et de couchage (PRAC)
- **Opérateur** désigne le prestataire d'Eco-mobilier chargé de l'enlèvement des DEA
- **Réglementation** : toute disposition juridique normative générale ou individuelle en vigueur
- **Périmètre** : désigne le territoire de la Collectivité et des Autres collectivités couvert par le Contrat
- **Représentant** : désigne les représentants des collectivités territoriales ou leurs groupements tel que représentés dans la Formation DEA.

- Liquider/liquidation désigne la détermination du montant des soutiens financiers portés sur la Préfecture soutiens téléchargeables dans l'Extranet
- Bordereau de transport désigne la lettre de voiture visée à l'article L 132-9 du code de Commerce

LA PREFECTURE  
047-254702582-20181127-DL2019\_11\_01PJ-CC  
Reçu de la commande

Etant entendu qu'il a été proposé par Eco-mobilier et accepté dans le cadre du nouvel agrément de fusionner le Contrat territorial de collecte du mobilier et la Convention de soutien financier proposés par Eco-mobilier dans la période 2013-2017, en un seul Contrat, et qu'il est nécessaire d'adapter le contrat-type aux exigences du cahier des charges de la période 2018-2023. Les conditions générales du contrat-type 2019-2023 sont les suivantes.

## Article 1 : OBJET DU CONTRAT

Le Contrat a pour objet de régir les relations entre Eco-mobilier et les Collectivités **dans le cadre de l'agrément**.



Les Parties reconnaissent expressément que le Contrat constitue l'unique document contractuel pour la mise en œuvre de la responsabilité élargie des producteurs de DEA pour toute la période 2019-2023 de l'agrément d'Eco-mobilier.

## Article 2 : ENGAGEMENTS D'ECO-MOBILIER VIS-A-VIS DE LA COLLECTIVITE

### Article 2.1 : Collecte séparée dans les Déchèteries

Eco-mobilier s'engage à mettre en œuvre la Collecte séparée sur les Déchèteries du Périmètre, conformément aux annexes 1 et 2. Les informations concernant les déchèteries sont transmises par la Collectivité à Eco-mobilier via TERRITEO.

Selon les dispositions du Contrat, Eco-mobilier s'engage à :

- équiper les Déchèteries pouvant être équipées pour la Collecte séparée en mettant gratuitement à disposition de la Collectivité volontaire les Contenants pour la Collecte séparée,
- organiser l'entèvement et le traitement des DEA collectés séparément,
- Liquider et verser les soutiens financiers conformément aux annexes 1, 2 et 3,
- accompagner et soutenir financièrement les opérations de communication de la Collectivité.
- fournir à la Collectivité les données statistiques de collecte et de valorisation.

Pour les Déchèteries qui peuvent être équipées, par Eco-mobilier, de Contenants dédiés pour la Collecte séparée mais qui n'ont pas été encore équipées au 1<sup>er</sup> janvier 2019, l'équipement des Déchèteries concernées est organisé selon un plan de déploiement, intégré à l'Extranet, et selon une analyse élaborée conjointement avec la Collectivité, dans les 3 mois qui suivent la date de signature du Contrat.

L'équipement des Déchèteries est planifié, dans le cadre du plan de déploiement mentionné à l'alinéa précédent, dans les 6 mois qui suivent la date de signature du Contrat ou au-delà sur demande explicite de la Collectivité, sauf si l'analyse conjointe montre que la faisabilité technique nécessite un délai plus long. Lorsqu'un plan de déploiement a été adopté dans la période d'agrément 2013-2017, ou en 2018 et sauf demande contraire de la Collectivité, il continue à s'appliquer pendant la période d'agrément 2019-2023.

Eco-mobilier propose à la Collectivité un accompagnement technique pour la mise en place de la Collecte séparée lorsque celle-ci n'a jamais été mise en œuvre précédemment.

### Article 2.2 : Collectes non séparées en Déchèterie et en porte à porte

#### Article 2.2.1: Principes

Eco-mobilier s'engage à soutenir financièrement, conformément aux Annexes 1, 2 et 3, les DEA collectés et valorisés par les Collectivités, provenant des Collectes non séparées.

Les DEA soutenus financièrement sont exclusivement issus de dispositifs de Collectes non séparées suivants :

- déchèteries publiques du Périmètre fixes et points de collecte temporaires du Périmètre (point de collecte mobile, événementielle, , ...), collectant et valorisant non séparément des DEA, visés à l'article 1.2 de l'annexe 1.
- dispositifs de collecte d'encombrants en porte à porte du Périmètre valorisant des DEA, visés à l'article 1.3 de l'annexe 1 (collecte régulière en porte à porte ou sur appel). Les collectes de dépôts sauvages (déchets abandonnés sur la voie publique en dehors de la collecte périodique ou en dehors de la collecte sur appel des encombrants) sont exclues du champ d'application du Contrat.

#### Article 2.2.2: Evaluation des quantités de DEA collectés non séparément



Pour les DEA collectés non séparément, il est déterminé une estimation conventionnelle des quantités de DEA contenus dans une collecte non séparée de déchets, désignée comme le « tonnage équivalent DEA ». Le « tonnage équivalent DEA » est calculé comme le produit des quantités de déchets collectés non séparément et contenant des DEA par un taux de présence moyen conventionnel de DEA, fonction des modalités de collecte non séparée (notamment déchèterie accueillant uniquement des ménages, déchèterie accueillant des ménages et des professionnels, collecte en porte-à-porte). Les taux de présence moyen conventionnel de DEA sont déterminés suivant un protocole établi en concertation avec les Représentants et présenté dans l'Annexe 5, dans le respect du principe de proportionnalité entre coûts de caractérisation, précisions des résultats et délais de réalisation. Le protocole n'est pas individualisé pour la Collectivité.

Chaque taux de présence moyen conventionnel de DEA est actualisé au plus une fois par an, à partir des résultats d'une campagne complète de caractérisations de déchets collectés non séparément et contenant des DEA diligentée par Eco-mobilier conformément aux dispositions de l'annexe 5.

Les taux de présence moyens conventionnels de DEA applicables pour le calcul des soutiens financiers dus au titre de la collecte de l'année N sont les taux déterminés selon les dispositions susvisées, issus de la campagne de caractérisation de l'année N-1. Après chaque campagne, les résultats détaillés et les taux de présence moyens conventionnels en résultant sont transmis par mail par Eco-mobilier à la Collectivité. Ces taux s'appliquent sur la période de collecte débutant l'année suivante, avec un délai de prévenance minimal d'un mois avant le début de l'année concernée.

Lorsque la Collectivité participe à une campagne de caractérisations de Conteneurs en Collecte non séparée diligentée par Eco-mobilier, la Collectivité facilite, à Eco-mobilier ou à toute personne mandatée par Eco-mobilier, l'accès à ses sites et à ceux de ses prestataires.

#### Article 2.3 : Maillage territorial

Pour tenir compte des objectifs de maillage pour la collecte des DEA, en fonction des paramètres rappelés dans l'Annexe 2, en cas de déficit du maillage, Eco-mobilier propose la mise en place ou la participation à la mise en place de collectes complémentaires, conformément à cette même Annexe, après en avoir étudié les modalités avec la Collectivité et sous réserve que celle-ci accepte, en fonction des spécificités et des besoins du territoire, et des autres dispositifs de collecte pré-existant sur ce territoire.

#### Article 2.4 : Optimisation du schéma opérationnel

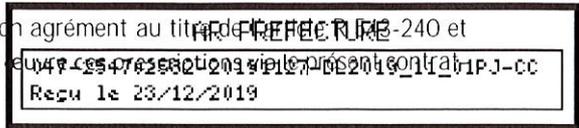
Dans certaines collectivités locales dont les déchèteries disposent de la disponibilité foncière sur le site, Eco-mobilier peut proposer par avenant au Contrat le déploiement d'un schéma alternatif de collecte.

Eco-mobilier peut proposer à la Collectivité, après concertation avec celle-ci, par avenant au Contrat le déploiement d'un schéma alternatif de collecte spécifique à la Collectivité.

### Article 3 : ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE VIS-A-VIS D'ECO-MOBILIER

#### Article 3.1: Dispositions générales

L'Arrêté fixe des prescriptions respectées par Eco-mobilier dans le cadre de son agrément au titre de REPER N°13-240 et suivants du Code de l'environnement, à charge pour Eco-mobilier de mettre en œuvre ces prescriptions visées par le Contrat type pour la filière<sup>1</sup>.



En application des dispositions de l'Arrêté prévoyant des conditions de contractualisation uniques entre le titulaire de l'agrément et les collectivités territoriales, la Collectivité s'engage d'une part à contribuer aux objectifs règlementaires de recyclage et de valorisation des DEA, et d'autre part à mettre en œuvre ses obligations contractuelles le tout conformément aux dispositions des article 3.2, 3.3 et 3.4 du Contrat, de manière à permettre à Eco-mobilier de respecter ses obligations au titre de son agrément.

#### Article 3.2: Collecte séparée dans les Déchèteries

##### Mise en place de la Collecte séparée

La Collectivité s'engage à étudier les moyens à mettre en place pour la Collecte séparée au titre du Contrat, et à préparer la liste des Déchèteries pouvant être équipées pour la Collecte séparée.

##### Gestion de la Collecte séparée

Dès lors que la Collecte séparée est mise en place, la Collectivité s'engage à collecter les DEA et à utiliser les Contenants mis à sa disposition par Eco-mobilier exclusivement pour la collecte des DEA, et à remettre les DEA ainsi collectés exclusivement à Eco-mobilier ou à l'Opérateur.

En tant que dépositaire des Contenants, la Collectivité en a la garde et doit les restituer dans l'état dans lequel ils lui ont été confiés, sauf usure normale, et en faire un usage normal, conforme à leur destination. Elle met en place la signalétique et la communication nécessaire, conformément aux recommandations d'Eco-mobilier, afin de sensibiliser les usagers à la prévention, au réemploi et de l'informer du devenir des meubles jetés dans le Contenant dédié. Elle s'assure que les agents aient une connaissance exacte des consignes de tri. Pour ce faire elle peut notamment utiliser des supports mis à disposition par Eco-mobilier.

La Collectivité s'engage à conserver les DEA dans leur état au moment de leur collecte. La Collectivité interdit tout prélèvement de DEA sur les Déchèteries, sauf prélèvements en vue de réutilisation, effectués conformément à l'article 7. La Collectivité fournit à Eco-mobilier les indications nécessaires à la gestion opérationnelle des enlèvements et s'engage à respecter les conditions de mise à disposition et d'enlèvement, conformément à l'Annexe 2.

Le Contrat ne peut en aucune manière s'interpréter comme conférant à Eco-mobilier le titre d'exploitant ou de chef d'établissement des Déchèteries, ni d'employeur du personnel employé sur les Déchèteries, ni de donneur d'ordre des prestataires de la Collectivité, de telle manière que la Collectivité conserve seule les obligations relatives à la conformité à la Règlementation des déchèteries et à la sécurité des personnes (agents, usagers, prestataires notamment).

La Collectivité décide et met en œuvre les moyens adaptés afin de prévenir les vols, dans la limite des contraintes économiques et techniques. En cas d'incidents graves et répétés, la Collectivité informe Eco-mobilier et entame les procédures nécessaires.

La Collectivité et Eco-mobilier s'informent réciproquement des dysfonctionnements, des incidents et des sanctions administratives ou pénales dont ils ont connaissance, impactant la collecte, la mise à disposition des Contenants et l'enlèvement des DEA collectés séparément (fermeture de la Déchèterie lors de l'enlèvement, retard de l'Opérateur, incident ou accident lors des manœuvres du véhicule, non livraison des Contenants par exemple). Le cas échéant, les Parties examinent ensemble les mesures nécessaires pour remédier à ces incidents, à l'initiative de la Partie la plus diligente.

Dans le cadre du déploiement de points de collecte complémentaires de proximité par Eco-mobilier, visé au 1.4 de l'annexe 1, la Collectivité s'engage à participer à la démarche de développement et de communication sur la mise en œuvre de ces points de collecte et à accompagner Eco-mobilier dans leur mise en place, selon ses moyens.

<sup>1</sup> "Les activités du titulaire sont menées dans un souci de cohérence générale de la filière des déchets susvisés. Elles impliquent pleinement le détenteur, et sont conduites dans le cadre d'une démarche partenariale qui associe l'ensemble des acteurs de la filière REP des DEA [...]".

La Collectivité autorise Eco-mobilier à prendre des images (photographies et films) des points de collecte permanents et temporaires de Collecte séparée, et autorise Eco-mobilier, ou toute personne mandatée par Eco-mobilier, à accéder à ces points de collecte aux fins de prendre ces images. Eco-mobilier s'engage à informer la Collectivité préalablement. Eco-mobilier s'engage à respecter le droit à l'image de toute personne présente sur le point de collecte.

Ces images peuvent notamment être enregistrées dans une base de données propriété d'Eco-mobilier et peuvent être exploitées par Eco-mobilier ou toute personne mandatée à cette fin, uniquement dans le cadre de ses activités soumises à agrément et après information de la Collectivité, sans paiement autre que les soutiens financiers versés par Eco-mobilier à la Collectivité.

### Article 3.3 : Collecte non séparée

#### Article 3.3.1: Organisation de la collecte et du traitement

La Collectivité organise la Collecte non séparée, puis leur traitement. La Collectivité s'engage à recycler et valoriser les flux comprenant les DEA.

#### Article 3.3.2 : Traçabilité des DEA et des déchets issus d'une Collecte non séparée

La Collectivité s'engage à assurer la traçabilité du recyclage et de la valorisation des DEA collectés non séparément et des déchets qui en sont issus, depuis leur collecte jusqu'à leur exutoire final, que les DEA soient gérés en régie ou par des tiers. Elle identifie, pour chaque modalité de collecte, les installations de traitement final et transmet à Eco-mobilier, dès la signature du Contrat, la liste des prestataires de collecte et de traitement, ainsi que la description des modalités opérationnelles de collecte et de traitement. La Collectivité actualise périodiquement ces informations via l'Extranet, au plus tard lors des déclarations semestrielles dans les conditions de l'article 5.4 en cas de changement d'exutoires et a minima une fois par an.

#### Article 3.4 : Collecte des déchets des détenteurs professionnels

Dans le respect du règlement intérieur de la Déchèterie, la Collectivité, dès lors qu'elle donne accès à ses déchèteries aux détenteurs professionnels DEA, s'engage à accepter les dépôts de DEA par les professionnels sans frais pour ces détenteurs dès lors qu'ils présentent leur carte d'accès nominative en cours de validité, délivrée par Eco-mobilier et qu'ils respectent et les conditions techniques d'accès définies par la Collectivité.

#### Article 3.5 : Non-respect des engagements de la Collectivité

Lorsque la Collectivité ne respecte pas l'une des obligations définie au Contrat, Eco-mobilier peut mettre en demeure la Collectivité de respecter ses obligations, même à bref délai. La mise en demeure explicite les dispositions du Contrat qui n'ont pas été respectées, et mentionne qu'à défaut de satisfaire à ses obligations, et sans préjudice du droit d'Eco-mobilier à réparation de son préjudice, la Collectivité s'expose à l'arrêt des versements des soutiens, en fonction de la gravité de ses manquements. La Collectivité est invitée à faire part de ses observations par écrit. A la levée de la mise en demeure, le versement de soutiens est rétabli par Eco-mobilier.

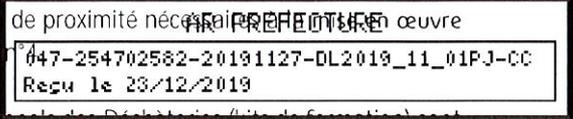
#### Article 3.6 : Actualisation des informations administratives de la Collectivité

Sans préjudice de l'article 12, la Collectivité s'engage, dans les meilleurs délais et exclusivement via TERRITEO, à informer Eco-mobilier de toute modification administrative nécessaire à l'exécution du Contrat, notamment de son périmètre.

La Collectivité s'oblige à identifier les contacts opérationnels permanents d'Eco-mobilier par leurs fonctions au sein de la Collectivité, et à les mettre à jour dans les meilleurs délais pour la bonne exécution du Contrat.

### Article 4 : COMMUNICATION

Eco-mobilier accompagne la Collectivité dans les opérations de communication de proximité nécessaires à l'élaboration de l'œuvre de la Collecte séparée. Les actions éligibles aux soutiens figurent dans l'annexe



Les supports et outils de communication à destination des citoyens et des personnels des Déchèteries (kits de formation) sont mis à disposition gratuitement via le site internet d'Eco-mobilier ou l'Extranet.

Eco-mobilier favorise l'échange de bonnes pratiques de communication et le retour d'expériences entre collectivités. Dans cet objectif, la Collectivité peut être associée, si elle le souhaite, à des réunions de travail et de restitution, proposées par Eco-mobilier.

## Article 5 : DECLARATIONS ET LIQUIDATION DES SOUTIENS FINANCIERS ET RAPPORTS ANNUELS

### Article 5.1: Soutiens financiers

#### Cas général

Eco-mobilier s'engage à Liquider et verser semestriellement les soutiens financiers relatifs à la Collecte séparée, à la collecte non séparée et au traitement des déchets issus de la Collecte non séparée et à la communication, conformément aux Annexes 1, 2 et 3 et aux dispositions du présent article.

#### Déclaration Collecte non séparée

La Collectivité doit procéder à une déclaration, selon le « *mode d'emploi déclaration* », disponible dans l'Extranet, qui précise le contenu et le format de la déclaration et les justificatifs à joindre à la déclaration. La Collectivité dispose pour ce faire d'une période de déclaration de 60 jours au terme de chaque semestre civil.

Les déclarations et ses justificatifs doivent permettre d'assurer la traçabilité des DEA depuis leur collecte et par mode de collecte (le cas échéant, avec l'indication de la Déchèterie) jusqu'au traitement final, en indiquant les modalités de traitement.

Elles doivent être établies à fréquence semestrielle, précisant les quantités totales de déchets contenant des DEA et leurs exutoires finaux, par mode de collecte (pour chaque Déchèterie en Collecte non séparée et pour la collecte en porte-à-porte) ainsi que les quantités par mode de traitement (réutilisation, recyclage, valorisation ou élimination), avec les justificatifs de cette déclaration. La déclaration comprend notamment :

- l'identification précise du/des sites de traitement intermédiaires et finaux et l'identité du/de leurs exploitants, pour chaque prestataire de la Collectivité,
- le détail des tonnages collectés par site et par mois,
- le bilan matière détaillé du traitement réalisé pour le compte de la Collectivité, suivant les modalités de calcul de l'Annexe 5 et que le ou les sites désignés par cette dernière,
- les arrêtés d'exploitation des sites de traitement final par combustion (chaudières), en cas d'évolution de ces derniers,
- la performance énergétique –(PE) des UVE utilisées par la Collectivité.

Les justificatifs à joindre à la déclaration sont précisés dans l'Annexe 5.

Par dérogation à l'alinéa précédent pour le 1<sup>er</sup> semestre 2019, la Collectivité dispose d'un délai jusqu'à fin 2019 pour soumettre sa déclaration.

Au terme de chaque semestre civil, Eco-mobilier dispose de 45 jours après validation par la Collectivité pour Liquider les soutiens variables relatifs à la Collecte séparée (A12 de l'annexe 3).

Par dérogation à l'alinéa précédent, Eco-mobilier dispose de 92 jours après validation par la Collectivité pour Liquider les soutiens variables relatifs à la Collecte séparée (A12 de l'annexe 3) relative au 1<sup>er</sup> semestre 2019.

A compter de la soumission de la déclaration par la Collectivité, Eco-mobilier dispose de 45 jours, **en Préfecture** autres soutiens après contrôle et validation de la déclaration, soit pour procéder à des **demandes d'information ou de vérification** complémentaires, soit encore pour informer la Collectivité des motifs pour lesquels **les soutiens ne peuvent être liquidés**. Les autres soutiens ne peuvent pas être liquidés, et donc payés, tant que la déclaration (en cela compris ses justificatifs) n'est pas complète et conforme aux exigences de déclaration.

Les soutiens financiers qui peuvent être Liquidés et versés par Eco-mobilier le sont par période semestrielle échue.

#### Article 5.2: Paiement des soutiens

La Collectivité peut émettre un titre de recette dès la Liquidation d'un soutien par Eco-mobilier. Les soutiens Liquidés sont versés par Eco-mobilier dans un délai de 30 jours à réception du titre de recettes émis par la Collectivité conformément à l'état communiqué par Eco-mobilier.

Lorsque subsiste un désaccord notamment sur la déclaration de la Collectivité ou sur les justificatifs fournis, ou en l'absence des justificatifs correspondants, les soutiens ne peuvent être liquidés et payés, et les Parties procèdent selon les modalités de règlement amiable des litiges de l'article 15.

Le paiement des soutiens par Eco-mobilier est effectué sans préjudice de réclamation des trop-perçus dont Eco-mobilier pourrait avoir connaissance ultérieurement, notamment du fait de contrôles. Les trop-perçus par la Collectivité sont liquidés par imputation sur les versements de soutiens non échus ou ultérieurs.

Les Parties se conforment à la législation applicable en matière de TVA au moment de son fait générateur, étant précisé à titre informatif qu'en l'état de la législation, les soutiens ne sont pas assujettis à la TVA conformément à l'instruction 3 A-05-06 n° 50 du 20 mars 2006 de la Direction générale des impôts.

#### Article 5.3: Rapport d'activités

Pour la Collecte séparée, Eco-mobilier met à disposition de la Collectivité au travers de l'Extranet les données relatives aux enlèvements réalisés et aux tonnages collectés séparément et enlevés par Eco-mobilier.

Eco-mobilier dresse semestriellement un état récapitulatif des tonnages collectés séparément et enlevés par Eco-mobilier et met à disposition chaque année un rapport d'activités, via l'Extranet, des tonnages soutenus, des soutiens versés, des résultats atteints dans un format et un délai compatible avec la réalisation du rapport annuel sur le prix et la qualité du Service Public de Gestion des Déchets ménagers et assimilés.

#### Article 5.4: Dématérialisation

Les déclarations et les transmissions de justificatifs sont dématérialisées via l'Extranet.

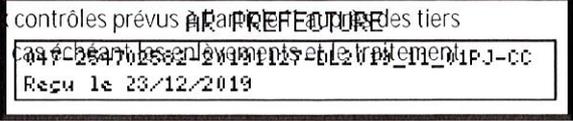
La Collectivité a accès en permanence au décompte des tonnages collectés opérationnellement dans l'Extranet.

#### Article 6 : RECOURS A DES TIERS

Chaque Partie peut, de plein droit, missionner tout tiers de droit privé pour réaliser toute ou partie des tâches nécessaires à l'exécution du Contrat.

Chaque Partie demeure responsable vis-à-vis de l'autre Partie de toute inexécution ou exécution fautive du Contrat, du fait et des fautes des tiers qu'il a missionnés et de ses préposés, sauf cas de force majeure.

La Collectivité s'engage à ce qu'Eco-mobilier puisse procéder, le cas échéant, aux contrôles prévus à l'article L541-1-1 du code de l'environnement, aux prélèvements et au traitement des DEA missionnés par la Collectivité et par les Autres Collectivités pour la collecte et le traitement des DEA.



#### Article 7 : RECURS AUX ACTEURS DU REEMPLOI ET DE LA REUTILISATION

L'Arrêté prévoit de favoriser l'accès au gisement de DEA aux Entités de l'ESS.

Dans cet objectif, si la Collectivité a un partenariat avec une entité de l'ESS, elle s'engage à travailler à la mise en place des dispositions nécessaires afin de préserver l'intégrité et de permettre le prélèvement, avant mise en benne dans les Déchèteries, des DEA en bon état fonctionnel et sanitaire, en vue d'activités de réemploi et de réutilisation effectuées par une Entité de l'ESS ou la Collectivité elle-même.

La Collectivité fournit à Eco-mobilier la liste des Déchèteries sur lesquelles elle organise un tel prélèvement, ainsi que la liste des entités de l'ESS concernées par ce prélèvement.

Les dons des particuliers, faits directement aux Entités de l'ESS hors des déchèteries, ainsi que les marchés de collecte en porte à porte ou sur appel entre la Collectivité et les Entités de l'ESS, ne rentrent pas dans le cadre de cet article.

#### Article 8 : RESPONSABILITES, TRANSFERT DES RISQUES ET DE LA PROPRIETE DES DECHETS

##### Article 8.1: Collecte séparée

En tant que détentrice des DEA au sens de l'article L541-1-1 du code de l'environnement jusqu'à leur enlèvement, la Collectivité assure la garde des DEA jusqu'à leur enlèvement par Eco-mobilier, le transfert de la propriété ayant lieu à l'issue du chargement du Contenant dédié aux DEA sur le véhicule effectuant l'enlèvement des DEA sur le point de collecte.

La Collectivité s'engage à céder gratuitement la propriété des DEA collectés séparément à Eco-mobilier, la cession des DEA par la Collectivité à Eco-mobilier ayant lieu avec le transfert du risque.

Toutefois, il n'y a jamais transfert de la garde et cession pour des DEA qui seraient contaminés au sens de la réglementation en vigueur de telle sorte que les caractéristiques de danger des DEA soient modifiées par cette contamination, ou qui seraient radioactifs, ou pour des déchets autres que des DEA et en mélange avec les DEA. Toute non-conformité visant la cession de DEA contaminés ou radioactifs fera l'objet de l'émission d'un dysfonctionnement sur le SI collecte d'Eco-mobilier et d'une procédure d'isotement au plus tard lors de la première rupture de charge sur le site du prestataire intervenant pour Eco-mobilier. Dans le cas ci-dessus, la Collectivité prend en charge le contenu du Contenant s'il est contaminé ou radioactif.

Les Opérateurs conservent seuls la possession des Contenants mis à disposition de la Collectivité pour la Collecte séparée. La Collectivité en assure seule la garde sur le point de collecte jusqu'à leur chargement lors de l'enlèvement, et est responsable de ce fait de tout dommage du fait des Contenants ou aux contenants, sauf à prouver que le dommage a pour cause une défaillance du Contenant ou de l'Opérateur ou en cas de force majeure. Cette disposition ne s'applique pas à l'usure normale du Contenant.

##### Article 8.2: Collecte non séparée

La Collectivité est seule gardienne propriétaire et détentrice des DEA collectés non séparément, jusqu'à leur élimination ou valorisation finale.

##### Article 8.3: Disposition commune à la Collecte séparée et à la Collecte non séparée

Sans préjudice des articles 8.1 et 8.2, la désactivation d'une Déchèterie, conformément au point 2 de l'Annexe ne peut donner lieu à aucune réparation du préjudice pendant la période de désactivation. Les Parties en faveur de l'autre Partie.

PRÉFECTURE  
472570258100011700261401001-CC  
Reçu le 23/12/2019

Sans préjudice des articles 8.1 et 8.2, lorsque les Parties conviennent d'un commun accord de maintenir active une Déchèterie ne respectant pas les obligations de l'annexe 1 dans le dispositif de collecte : la Collectivité demeure seule responsable des conséquences d'un éventuel manquement à la Réglementation vis-à-vis de l'administration.

#### Article 9 : OBLIGATIONS GENERALES D'INFORMATION DU PUBLIC

La Collectivité et Eco-mobilier prennent les mesures nécessaires afin de remplir les obligations qui leur incombent au titre de l'article R. 543-248 du Code de l'environnement. Ils informent également sur les filières mises en place pour développer le réemploi, la réutilisation, le recyclage et la valorisation des DEA.

#### Article 10 : CONFIDENTIALITE DES DONNEES

Les données et informations de la Collectivité transmises à Eco-mobilier par la Collectivité lors de l'exécution du Contrat sont confidentielles, sauf lorsque la Collectivité les rend elle-même publiques. La Collectivité est libre de l'exploitation et de la publication de ces données et informations. Eco-mobilier peut faire toute utilisation de ces données et informations pour ses besoins internes, et peut les conserver sans limite à l'expiration du Contrat. Eco-mobilier peut diffuser ces données et informations sous forme agrégée.

La Collectivité transmet ses données au portail TERRITEO et autorise la transmission par Eco-mobilier des données et informations administratives à TERRITEO. La Collectivité permet également à Eco-mobilier de transmettre les données et informations demandées par l'ADEME et les Conseils Régionaux, conformément aux exigences de l'Arrêté, ainsi qu'à toute personne publique à laquelle il est fait obligation légale ou réglementaire à Eco-mobilier de transmettre ces données et informations. Dans ce dernier cas, Eco-mobilier informe la Collectivité de cette nouvelle obligation. Eco-mobilier peut enfin rendre public ses résultats consolidés de collecte séparée et non séparée.

#### Article 11 : CONTROLES

La Collectivité s'engage à mettre en œuvre tout dispositif de contrôle propre à assurer la validité des données qui servent au calcul des soutiens, à prendre toutes dispositions correctives et à aviser Eco-mobilier de tout fait ayant une incidence sur l'exécution du Contrat.

Eco-mobilier peut mandater des tiers pour effectuer les contrôles sur pièces ou/et sur place (visites et entretiens), sur ses sites ou le cas échéant ceux de ses prestataires de collecte, d'enlèvement et de traitement des déchets et ceux des Autres Collectivités. Les contrôles doivent permettre de vérifier la véracité des déclarations et des justificatifs fournis par la Collectivité ou par des prestataires ou repreneurs opérant pour le compte de la Collectivité et des Autres Collectivités, y compris par rapprochement avec les justificatifs de repreneurs. A cette fin, la Collectivité s'engage à aménager dans ses contrats avec ses prestataires et repreneurs un droit de contrôle d'Eco-mobilier conforme aux exigences de contrôle du Contrat, et à faire aménager un droit identique dans les contrats susvisés des Autres Collectivités.

La Collectivité, si elle fait partie d'une campagne d'audit, est informée par Eco-mobilier, le mois qui précède le semestre audité préalablement à sa déclaration.

Le tiers diligenté par Eco-mobilier procède à ces contrôles selon les méthodes habituelles d'audit

A l'occasion de ces contrôles, la Collectivité s'engage à fournir tout document justificatif original (bordereaux de suivi, contrats, factures...) lié à l'ensemble des opérations concernées par le Contrat, à Eco-mobilier ou au tiers mandaté par Eco-mobilier à cet effet, Eco-mobilier informera la Collectivité et/ou les Autres Collectivités et/ou les prestataires visés au présent article de

ses demandes, au moins 48 heures à l'avance, de façon à ne pas gêner l'exploitation. Lorsque les justificatifs existent uniquement sur un support dématérialisé, le tiers mandaté peut procéder aux vérifications nécessaires permettant de s'assurer de la véracité des documents dématérialisés.



Suite à ces contrôles, Eco-mobilier s'engage à transmettre un bilan des contrôles effectués, à charge pour la Collectivité de répondre aux divergences constatées dans ce bilan. La Collectivité peut demander à être entendue par Eco-mobilier, assistée du conseil de son choix.

Lorsque la Collectivité accepte les résultats du contrôle, elle prend les mesures correctives le cas échéant. Le bilan des tonnages déclarés par la Collectivité et soumis pour validation à Eco-mobilier en vue du calcul du soutien tient compte du résultat de cet audit. En cas de trop-perçus de soutiens par la Collectivité, la régularisation pourra intervenir lors de la déclaration semestrielle suivante, sauf si le Contrat prend fin à l'expiration du semestre en cours ou si les trop-perçus excèdent le montant prévisionnel des soutiens pour le semestre suivant, la régularisation deviendra immédiatement exigible.

## Article 12 : MODIFICATION DU CONTRAT

### Article 12.1: Modification des conditions générales et de leurs annexes

Les conditions générales et leurs annexes peuvent être modifiées par Eco-mobilier. Ces modifications sont présentées par Eco-mobilier dans le cadre d'une concertation avec les Représentants.

Eco-mobilier notifie à la Collectivité toute modification des conditions générales ou de leurs annexes, avec la date de la prise d'effet de cette modification, au plus tard un mois avant sa prise d'effet. En cas de refus de cette modification, la Collectivité résilie son Contrat avec Eco-mobilier, dans le mois précédant la prise d'effet, de façon à ce que le Contrat prenne fin la veille de la prise d'effet de la modification. A défaut de résiliation dans le délai prévu au présent article, la modification des conditions générales ou de leurs annexes prend effet, sans nécessité d'un avenant, et sans que l'absence d'une nouvelle délibération de la Collectivité soit opposable à Eco-mobilier.

Par exception aux alinéas précédents, les annexes liées aux modalités d'exécution du Contrat et qui ne modifient pas son économie générale, telles que les procédures de demandes de Contenants, d'enlèvement, de déclaration ou d'utilisation de l'Extranet, peuvent être modifiées par Eco-mobilier avec un préavis de 15 jours et après concertation et avis des Représentants.

### Article 12.2: Modification des conditions particulières du Contrat

La Collectivité communique via TERRITEO toute modification de son Périmètre (fonctionnelles et territoriales) au plus tard deux mois avant sa prise d'effet, avec les justificatifs correspondants. Eco-mobilier prend connaissance et met à jour l'Extranet à partir de ces données.

A compétences constantes, les modifications des dispositifs de collecte (déchèteries ou collecte d'encombrants en porte à porte) ou des modes de collecte ne sont pas considérées comme des modifications du Contrat, et relèvent des dispositions contractuelles relatives à l'exécution de la collecte.

### Article 12.3: Autres modifications du Contrat

Toute autre modification, y compris des compléments au Contrat, par exemple pour des expérimentations, nécessite la conclusion par les Parties d'un échange préalable et écrit spécifique.

## Article 13 : DEMANDE DE CONTRAT, PRISE D'EFFET, DUREE ET VALIDITE DU CONTRAT

### Article 13.1: Demande de contrat et prise d'effet

Conformément à l'article 1127-1 du code civil, il est précisé que pour conclure un Contrat, Eco-mobilier dispose de son intention de conclure un Contrat. Cette déclaration d'intention, qui permet de recevoir des codes d'accès à l'Extranet et un mode d'emploi en vue de télécharger les formulaires utiles, de s'informer sur la Collecte séparée et la Collecte non séparée, et de saisir l'ensemble des conditions particulières dans l'Extranet et de communiquer tous les justificatifs nécessaires à sa demande de Contrat.

Il est expressément précisé que l'Extranet est un moyen de communication d'informations et de documents. Le Contrat n'est pas formé via l'Extranet. La demande de Contrat puis sa conclusion emporte l'obligation pour la Collectivité de respecter les conditions d'utilisation de l'Extranet et de TERRITEO, consultables sur ces portails, ainsi que les notices et modes d'emploi disponibles en ligne.

Pour tout nouveau Contrat, à réception du dossier de demande et après vérification des rubriques de l'Extranet dûment remplies, avec l'ensemble des justificatifs, Eco-mobilier dispose d'un délai de 15 (quinze) jours ouvrés pour vérifier que la demande est complète, ou informer la Collectivité par l'Extranet que son dossier est incomplet, toute erreur étant assimilée à un dossier incomplet. Le Contrat est conclu dans les conditions visées à l'article 16.1 ci-dessous.

### Article 13.2: Durée du Contrat

13.2.1.- L'Arrêté ne pouvant avoir pour effet d'interrompre la collecte à chaque renouvellement d'agrément, les Parties déclarent expressément interpréter la disposition du cahier des charges "Le contrat prend fin de plein droit à la fin de l'agrément du titulaire. Il prend fin de plein droit avant son échéance normale en cas de retrait de l'agrément du titulaire", qui reprend les termes de l'article 1187 du code civil, comme une clause de caducité du Contrat, pour défaut d'agrément au titre de l'article R 543-252 du code de l'environnement.

13.2.2.- Le Contrat prend fin au plus tard le 31 décembre 2023.

Il peut prendre fin avant cette date dans les conditions précisées à l'article 14.

Par exception, les dispositions visées à l'article 3.2 de l'annexe 3 doivent donner lieu à la signature d'un avenant au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

13.2.3.- Le Contrat devient caduc et prend fin de plein droit en cas de retrait de l'agrément délivré à Eco-mobilier au titre de l'article R 543-252 du code de l'environnement quelle que soit la cause de ce retrait.

L'annulation ou la déclaration de nullité de l'agrément d'Eco-mobilier met également fin au Contrat à la date du jugement annulant ou déclarant nul l'agrément d'Eco-mobilier, sans préjudice du droit des parties de faire constater la nullité ou demander l'annulation du Contrat.

Eco-mobilier s'engage à informer la Collectivité dans les meilleurs délais de la caducité du Contrat.

13.2.4.- Les cas précédents n'épuisent pas toutes les causes de caducité consécutives aux restructurations et modifications des structures de coopération intercommunale.

13.2.5.- Aucune disposition du Contrat ne peut s'interpréter comme obligeant Eco-mobilier à demander le renouvellement de son agrément, ni comme pouvant tenir Eco-mobilier responsable des conséquences directes ou indirectes d'un refus de renouvellement de son agrément.

### Article 13.3: Application rétroactive

Les dispositions relatives aux soutiens, et aux conditions techniques du Contrat sont, nonobstant son entrée en vigueur, appliquées rétroactivement au 1<sup>er</sup> janvier 2019, du Contrat dès lors :

- Que la Collectivité disposait d'un contrat territorial de collecte du mobilier en vigueur et opposable le 31 décembre 2018,
- Que la date de signature du Contrat par la Collectivité est antérieure au 31 décembre 2019



#### Article 14 : RESILIATION DU CONTRAT

Sans préjudice du cas de résiliation prévu à l'article 12.1, la Collectivité peut à tout moment résilier unilatéralement le Contrat, avec un préavis de trois mois, sans qu'aucune indemnité ne lui soit réclamée.

En cas de manquement grave, la Collectivité peut également résilier le Contrat à l'expiration d'un délai d'un mois après envoi à Eco-mobilier d'une mise en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, demeurée sans effet.

#### Article 15 : REGLEMENT DES LITIGES ET NOTIFICATIONS

Les Parties s'engagent à résoudre à l'amiable tout différend susceptible d'intervenir entre elles, relatif à la conclusion, l'interprétation ou l'exécution du Contrat, et examiner de bonne foi les conséquences de tout changement de circonstance imprévisible lors de la conclusion du Contrat. La Partie la plus diligente pourra notamment demander l'intervention d'un tiers conciliateur pour tenter un règlement amiable du litige. En cas de différend, la conciliation sera portée devant un comité de coordination avec les Représentants.

Les litiges qui n'auront pas pu recevoir de solution amiable sont déférés devant le tribunal compétent du lieu du siège social d'Eco-mobilier.

Toute notification prévue par le Contrat est effectuée par courrier recommandée avec accusé de réception.

#### Article 16 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

16.1 Chaque Partie conclut le Contrat en ligne sur l'Extranet.

La conclusion du Contrat est réalisée conformément aux dispositions des articles 1125 et suivants du Code civil.

Les modalités du processus global d'adhésion électronique en ligne et de dématérialisation mis en place par Eco-Mobilier dans le cadre du Contrat sont définies en annexe 6.

Les informations renseignées par la Collectivité au sein de l'Extranet sous sa responsabilité feront foi entre les Parties et seront opposables aux tiers.

La Collectivité accepte expressément d'adhérer au Contrat par voie électronique à l'exclusion de tout autre moyen.

A titre strictement exceptionnel, sur demande dûment motivée réalisée par la Collectivité auprès d'Eco-mobilier, et notamment compte tenu de contraintes inhérentes à l'utilisation de l'outil informatique, une procédure de contractualisation sous format papier pourra être mise en œuvre.

16.2 Il est précisé qu'Eco-mobilier s'est dotée d'outils (Extranet) permettant la dématérialisation des échanges avec les Collectivités et la conclusion de tout accord entre Eco-Mobilier et les Collectivités. De convention expresse conformément à l'article 1368 du Code civil, les Parties reconnaissent une valeur probante à tout accord et échange conclu et réalisé par ce biais.

16.3 Le Contrat est exclusivement constitué des documents suivants :

- a) Les conditions générales de contractualisation avec Eco-mobilier
- b) Les annexes aux conditions générales de contractualisation avec Eco-mobilier suivantes :  
Annexe 1 - Périmètre du Contrat

Annexe 2 - Conditions techniques et niveaux de services

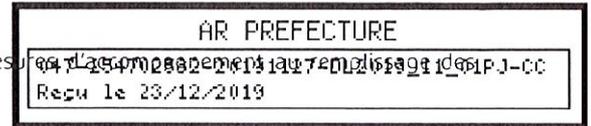
Annexe 2A – Conditions d'enlèvements et mesurages  
Contenants

Annexe 3 - Barème de soutiens

Annexe 4 – Communication

Annexe 5 – Caractérisations, Bilans matières et justificatifs

Annexe 6 - Dématérialisation



L'ensemble des annexes référencées sont disponibles via l'Extranet d'Eco-mobilier. La Collectivité déclare expressément avoir pris connaissance de ces annexes préalablement à la conclusion du Contrat.

AR PREFECTURE

047-254702582-20191127-DL2019\_11\_01PJ-CC  
Reçu le 23/12/2019

---

# Annexes au contrat territorial pour le mobilier usagé

---

# ANNEXE 1 PERIMETRE DU CONTRAT

AR PREFECTURE  
V47-204701562-20191127-DL2019\_11\_01PJ-CC  
Reçu le 23/12/2019

## 1.1 Les collectivités territoriales du Périmètre

Le Contrat s'applique aux DEA collectés sur le territoire sur lequel la Collectivité exerce sa compétence en matière de gestion des déchets, ainsi que, lorsque la Collectivité est une structure de coopération intercommunale, sur les territoires des Autres Collectivités, ci-après le Périmètre du Contrat.

La Collectivité doit renseigner impérativement les informations relatives à son Périmètre dans le portail TERRITEO.

La Collectivité est titulaire du « compte » et crée les « sous-comptes » associés aux Autres Collectivités disposant elles-mêmes d'une compétence en matière de gestion des déchets pour la gestion opérationnelle. Eco-mobilier mettra à disposition une fiche dans l'Extranet sur l'utilisation opérationnelle

## 1.2 Les déchèteries du Périmètre

1.2.1.- Nonobstant les collectivités territoriales du Périmètre, ne peuvent faire partie du dispositif de collecte du Contrat, et par voie de conséquence, ne peuvent donner lieu à mise en place de Contenants par Eco-mobilier, d'enlèvements, de soutiens financiers pour la Collecte séparée ou de soutiens financiers pour la Collecte non séparée de la part d'Eco-mobilier, que les déchèteries respectant tant au moment de la conclusion du Contrat que tout au long de son exécution les exigences de la Réglementation en vigueur, et notamment des prescriptions applicables, générales ou spécifiques, en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement pour les rubriques 2710-1 et 2710-2.

1.2.2.- Chacune des Parties peut décider, seule, de suspendre la Déchèterie du dispositif de collecte (déchèterie dite "désactivée"), dans un délai fonction de la gravité des manquements et d'au plus 15 jours, jusqu'à ce que la Collectivité démontre avoir mis fin aux manquements reprochés, sauf délais spécifiques plus longs laissés par la DRIEE ou DREAL pour réaliser la mise en conformité du site.

Lorsque le ou les manquements à l'exigence susvisée n'entraîne pas de mise en demeure visant la suspension de la collecte par l'Inspection des Installations Classées, les Parties peuvent convenir d'un commun accord de maintenir la déchèterie ne respectant pas les obligations susvisées dans le dispositif de collecte, moyennant :

- le respect des mesures provisoires prescrites à l'exploitant de la Déchèterie, le cas échéant, par l'Inspection des Installations Classées,
- la mise en œuvre des mesures compensatoires et d'un plan d'actions à court terme pour mettre fin aux manquements constatés, convenus entre les Parties.

Chaque Partie conserve à sa charge les coûts des mesures provisoires, compensatoires et les mesures du plan d'actions qui lui reviennent, pour la Collectivité du fait de sa qualité d'exploitant ou de propriétaire de la déchèterie, pour Eco-mobilier les mesures ayant trait, le cas échéant, à la fourniture de contenants ou aux enlèvements de DEA dans le cadre de la collecte séparée.

1.2.3.- Les informations à communiquer par la Collectivité pour chacune des Déchèteries du dispositif de collecte sont notamment :

- la dénomination et l'adresse de la Déchèterie,
- les modalités de prélèvement pour réutilisation, lorsque celui-ci est permis par la Collectivité,
- l'acceptation ou non des professionnels, pour permettre l'accès aux détenteurs de Carte PRO Eco-mobilier, conformément au Contrat, et utiliser les taux de présence moyens conventionnels de DEA adéquats, conformément à l'article 2.2.2 du Contrat,
- les modalités d'enlèvement : contact, jours et horaires d'accès à la Déchèterie pour les enlèvements.
- les modalités d'accès pour les usagers : jours et horaires d'ouverture.

## 1.3 Les collectes en porte à porte du Périmètre

Nonobstant les collectivités territoriales du Périmètre, ne peuvent faire partie du dispositif de collecte du Contrat, et par voie de conséquence, ne peuvent donner lieu aux soutiens financiers de la part d'Eco-mobilier, que les collectes régulières

d'encombrants en porte à porte ou sur appel. Sont notamment exclus des dispositifs de collecte des déchets des collectes de propreté urbaine (déchets abandonnés sur la voie publique en dehors de la collecte périodique ordinaire de la collecte sur appel des encombrants).



#### 1.4 Autres points de collecte

1.4.1 En cas de déficit de maillage, des collectes complémentaires telles que définies à l'article 2.3 de l'annexe 2 peuvent être mises en place en accord entre la Collectivité et Eco-mobilier.

1.4.2 En cas de maillage suffisant, la Collectivité et/ou Eco-mobilier peuvent proposer des modalités d'organisation de collecte dans une recherche de performance. En cas d'accord des Parties, cela donnera lieu à un avenant.

# ANNEXE 2 : CONDITIONS TECHNIQUES ET NIVEAUX DE SERVICE RENDUS

AR. PREFECTURE  
047-264702582-20191127-DL2019\_11\_01PJ-CC  
Reçu le 23/12/2019

## 2.1 Conditions de la Collecte séparée en Déchèterie

### 2.1.1 Déchèteries équipées pour la Collecte séparée

La Collectivité et Eco-mobilier définissent conjointement, parmi les Déchèteries, la liste des Déchèteries pouvant être équipées d'un Contenant dédié à la Collecte séparée, dans le cadre du Plan de déploiement de l'article 2.1 du Contrat.

### 2.1.2 Engagements de la Collectivité

2.1.2.1 La Collectivité s'engage à maintenir les moyens et modalités de collecte suivants pour les Déchèteries équipées pour la Collecte séparée :

#### Dispositif d'entreposage de ces déchets :

- i) Présence d'une signalétique visible, spécifique et dédiée pour la Collecte séparée et rappel des consignes de Collecte séparée à la source dans un support de formation pour les agents de déchèteries
- ii) Si la Déchèterie est équipée d'un quai, positionnement du Contenant au quai sauf accord explicite et justifié des Parties pour un autre positionnement
- iii) Si la Déchèterie est dotée par Eco-mobilier d'un Contenant spécifique pour les Articles de literie, ce Contenant est positionné en haut de quai

#### Equipements de prévention et de protection contre les pollutions et les risques tels que prévus à l'ICPE 2710 dont notamment :

- iv) Présence d'un dispositif antichute adapté
- v) Existence d'un dispositif de protection contre les incendies
- vi) Existence d'une clôture sur le périmètre de la Déchèterie

#### Ouverture et fermeture des Contenants :

- vii) Les Contenants dédiées fournies par Eco-mobilier lorsqu'ils sont équipés d'un dispositif de couverture doivent être ouverts et fermés chaque jour par les agents de la Déchèterie de façon à préserver les DEA des intempéries.

La Collectivité déclare semestriellement la conformité de chaque Déchèterie à ces conditions. La vérification de ces éléments peut faire l'objet des contrôles prévus à l'article n°11 du Contrat.

2.1.2.2 La Collectivité s'engage à réaliser les demandes d'enlèvement au travers de l'Extranet conformément aux critères d'enlèvement suivant :

- i) Les Contenants doivent être remplis de façon à réduire les impacts environnementaux, conformément à l'article 5.3.2.2 du cahier des charges<sup>2</sup>.
- ii) Le contenu du Contenant ne doit pas faire l'objet d'opération de compaction (notamment les opérations de type packmatage ou rollpackage). Toutefois, Eco-mobilier autorise un régalage du Contenant (action d'égaliser le contenu du Contenant).
- iii) Le contenu du Contenant ne doit comporter que des DEA conformément aux consignes de tri disponibles sur l'Extranet
- iv) La Collectivité ou son représentant atteste de l'enlèvement du Contenant par l'Opérateur, en indiquant sur le Bordereau de transport, qu'elle signe, la date et l'heure effective de l'enlèvement, les défauts de matériel s'ils sont constatés en plus des dysfonctionnements signalés dans l'Extranet.

<sup>2</sup> " Le titulaire veille à minimiser l'impact sur l'environnement et la santé, notamment les émissions de gaz à effet de serre liées aux opérations d'enlèvement"

Le respect des critères indiqués au ii) et iii) est attesté par l'absence de dysfonctionnement de l'Opérateur sur l'Extranet lors de la livraison du Contenant sur son site et validé par Eco-mobilier. Le remplissage du Contenant indiqué au i) est mesuré par la pesée réalisée par l'Opérateur à la livraison sur son site et sur le site Extranet. Le respect du critère iv) est attesté par Eco-mobilier lors des opérations de contrôle des opérations réalisées par les Opérateurs.

Le non-respect des critères d'enlèvement ii) et iii) constaté à la livraison du Contenant sur le site par l'Opérateur, entraîne l'absence de versement du soutien variable tel que prévu au A12 du 3.2 de l'annexe 3.

En cas de non-respect du critère iv), les éventuels dysfonctionnements relatifs aux enlèvements, émis conformément au 2.4 de la présente annexe ne pourront pas être validés par Eco-mobilier.

2.1.2.3 En l'absence de quai, lorsqu'une alvéole est dédiée à la Collecte séparée par la Collectivité, celle-ci s'engage à réaliser, à ses frais, le chargement du Contenant mis à disposition par Eco-mobilier avant l'enlèvement des DEA. La Collectivité s'engage également à préserver l'intégrité du gisement lors de ces opérations de chargement.

2.1.2.4 Sur demande d'Eco-mobilier et avec l'accord de la Collectivité, les Déchèteries peuvent être équipées d'un Contenant dédié aux Articles de literie. La Collectivité s'engage à positionner le Contenant en haut de quai et à respecter les consignes d'utilisation préconisées par Eco-mobilier. Le Contenant mis à disposition sert au pré-stockage des Articles de literie avant leur collecte via le Contenant DEA ou via une collecte spécifique.

### 2.1.3 Engagements d'Eco-mobilier

2.1.3.1 Suivant le Plan de déploiement découlant de l'article 2.1 du Contrat, Eco-mobilier s'engage à équiper d'un Contenant de 30 m<sup>3</sup> minimum pouvant être muni d'un dispositif de couverture, installé en zone dédiée aux Contenants, chaque déchèterie retenue pour être équipée pour la Collecte séparée. A la demande d'Eco-mobilier et avec l'accord de la Collectivité, les Déchèteries en Collecte séparée peuvent être équipées d'un Contenant dédié aux Articles de literie en haut-de-quai. Eco-mobilier transmettra les préconisations d'utilisation en même temps que l'installation du Contenant dédié aux Articles de literie.

En préalable à l'équipement de la Déchèterie, puis à la fréquence décidée conjointement par les Parties, une visite de la Déchèterie est organisée par la Collectivité avec Eco-mobilier (ou le tiers diligenté par elle) afin de pouvoir définir l'emplacement des Contenants, les règles d'accessibilité, les interlocuteurs, et réaliser toutes les diligences relatives à la prévention des risques de co-activité avec l'Opérateur pour procéder aux dotations en Contenants et aux enlèvements.

2.1.3.2 Eco-mobilier s'engage à réaliser les enlèvements dans les conditions définies dans l'annexe 2.A.

2.1.3.3 Eco-mobilier s'engage à mettre à disposition de la Collectivité à fréquence mensuelle les données relatives à ses enlèvements et notamment concernant les tonnages par Contenant à l'enlèvement.

2.1.3.4 Eco-mobilier s'engage à réaliser un suivi des seuils de remplissage des Contenants à l'enlèvement et des conditions d'enlèvement de l'ensemble des collectivités au minimum deux fois par an dans le cadre du comité de concertation avec les Représentants.

### 2.1.4 Engagements communs

En cas de récurrence d'enlèvements ne répondant pas aux critères figurant à l'article 2.1.2.2, les Parties peuvent réaliser un diagnostic, conjointement avec l'Opérateur. A l'issue du diagnostic, les Parties élaborent un plan d'actions en vue d'améliorer le remplissage des Contenants.

### 2.1.5 Cas particulier des Déchèteries en Collecte séparée collectant 30 tonnes ou moins par an

Dans le cas où la Déchèterie en Collecte séparée collecte 30 tonnes ou moins par an de DEA, les Parties réalisent un diagnostic sur la qualité, la performance et le coût de la collecte dans cette Déchèterie. A l'issue de ce diagnostic, les Parties devront retenir l'une des options suivantes :

. Maintenir la Déchèterie dans le dispositif de Collecte séparée : la Déchèterie est alors **équipée d'un Contenant** et fait l'objet de soutiens à la Collecte séparée. Cette Déchèterie est prise en compte dans le maillage des points de collecte d'Eco-mobilier :

RECEVÉ  
Recu le 23/12/2019

. Sortir la Déchèterie du dispositif de Collecte séparée : la Déchèterie n'est pas équipée, elle fait l'objet des soutiens à la Collecte non séparée conformément au A11 du 3.3 de l'annexe 3, sous réserve du respect des dispositions de l'article 2.2.2.2 des présentes. La déchèterie est comptabilisée dans le maillage des points de collecte d'Eco-mobilier.

. Sortir la Déchèterie du dispositif de Collecte séparée : la Déchèterie n'est pas équipée, elle ne fait l'objet ni des soutiens à la Collecte séparée ni des soutiens à la Collecte non séparée. La déchèterie n'est pas comptabilisée dans le maillage. Le cas échéant, Eco-mobilier sera amené à proposer des collectes complémentaires ou d'autres types de collecte visés au 1.4 du Contrat sur le territoire de la Collectivité pour répondre à son objectif de maillage de point de collecte.

Par exception, les Déchèteries qui disposent d'un Contenant depuis moins de 12 mois ne sont pas concernés.

## 2.2-Conditions de collecte et de traitement des DEA collectés non séparément

### 2.2.1 Déchèteries en Collecte non séparée

Les Déchèteries ne pouvant pas être équipées d'un Contenant dédié à la Collecte séparée ou dans l'attente de l'équipement d'un Contenant dédié à la Collecte séparée dans le cadre du Plan de déploiement de l'article 2.1 du Contrat ainsi que les déchets encombrants collectés en porte à porte visés à l'article 1.3 ci-dessus font partie du dispositif de Collecte non séparée.

### 2.2.2 Engagements de la Collectivité

2.2.2.1 La Collectivité s'engage à maintenir les moyens et modalités de collecte suivants pour les Déchèteries équipées pour la Collecte non séparée :

Equipements de prévention et de protection contre les pollutions et les risques tels que prévus à l'ICPE 2710 dont notamment :

- i) Présence d'un dispositif antichute adapté
- ii) Existence d'un dispositif de protection contre les incendies
- iii) Existence d'une clôture sur le périmètre de la déchèterie

La Collectivité déclare semestriellement la conformité de chaque Déchèterie à ces conditions. La vérification de ces éléments peut faire l'objet des contrôles prévus à l'article 11 du Contrat.

2.2.2.2 La Collectivité s'engage à réaliser des opérations de recyclage ou de valorisation sur le flux tout venant et/ou sur le flux Bois de chaque Déchèterie réalisant la Collecte non séparée afin de contribuer aux objectifs de la filière. L'existence d'opération de recyclage ou de valorisation est appréciée sur la base des déclarations semestrielles soumises par la Collectivité sur l'Extranet et validées par Eco-mobilier et peut faire l'objet des contrôles indiqués à l'article 11 du contrat.

## 2.3 Collectes complémentaires

Le maillage de la collecte pour les ménages répond à deux critères complémentaires :

- 91 % de la population française desservie à fin 2020 et 95 % d'ici à la fin de l'agrément ;
- Un nombre de points accessibles aux ménages correspondants.

Dès lors, pour chacun des territoires sous contrat, Eco-mobilier prend en compte dans le maillage :

- les déchèteries équipées de la collecte séparée des DEA ;
- les déchèteries qui ne collectent pas séparément les DEA mais qui recyclent ou valorisent les flux contenant les DEA

En cas déficit de maillage, Eco-mobilier doit proposer des services de collectes complémentaires aux collectivités.

### 2.3.1 Engagements d'Eco-mobilier



# ANNEXE 2-A – CONDITIONS D'ENLEVEMENT ET MESURES D'ACCOMPAGNEMENT AU REMPLISSAGE DES CONTENANTS DE COLLECTE SEPARÉE



Cette annexe définit les conditions d'enlèvement des Conteneurs de Collecte séparée et les mesures mises en place par Eco-mobilier en faveur de l'amélioration du remplissage des Conteneurs à l'enlèvement.

## a) Modalités de révision de l'annexe

Les « conditions d'enlèvement » fixées dans la présente annexe peuvent être ajustées chaque année après information du comité de concertation avec les Représentants.

Après information du comité de concertation avec les Représentants la présente annexe peut être le cas échéant modifiée dans les conditions définies par l'article 12 du Contrat.

Les conditions d'enlèvement fixées dans la première version de la présente annexe sont compatibles avec les clauses des contrats en cours entre Eco-mobilier et les Opérateurs. Le comité de concertation avec les Représentants sera informé par Eco-mobilier de l'élaboration des clauses relatives aux enlèvements en déchèteries avant chaque renouvellement par appel d'offres des contrats opérateurs. Eco-mobilier, lors du changement de la dotation initiale du Conteneur, s'engage à mettre à la disposition de la Collectivité un contenant présentant les meilleures conditions de remplissage.

Les « mesures d'accompagnement au remplissage des bennes » fixées dans la présente annexe, notamment le tonnage minimal conditionnant la dotation d'une seconde benne sur une déchèterie peuvent être ajustées chaque année dans le cadre du comité de concertation avec les Représentants.

## b) Fixation des conditions d'enlèvement

L'organisation et les fréquences d'enlèvement sont fonction du niveau d'activité de chaque déchèterie : Il existe trois niveaux d'activités, suivant les quantités de DEA à collecter par déchèterie. Les modalités de collecte sont déterminées initialement, puis révisées périodiquement, si nécessaire, en concertation entre Eco-mobilier et la Collectivité, en fonction des quantités annuelles collectées ou des prévisions de collecte :

Rythme de collecte	Quantités de DEA annuelles par déchèterie	Enlèvement (hors jours fériés*)	
		Du lundi au vendredi**	Le samedi
N1	Jusqu'à 300 tonnes	Demande d'enlèvement la veille avant 12h00 pour le lendemain sur la demi-journée souhaitée	Après validation préalable des parties, demande d'enlèvement Le vendredi avant 12h00
N2	De 301 à 600 tonnes	Demande d'enlèvement la veille avant 12h00 pour un enlèvement le lendemain sur la demi-journée souhaitée	
N3	Au-delà de 601 tonnes	Demande d'enlèvement la veille avant 12h00 pour un enlèvement le lendemain sur la demi-journée souhaitée ou Possibilité dans certain cas de tournée(s) quotidienne(s) planifiée(s) l'Opérateur	
*Les demandes pour les lendemains de jours fériés sont à effectuer le jour ouvré précédent avant 12h00			
**Les demandes pour un enlèvement le lundi sont à effectuer le vendredi avant 12h00.			

Les dispositions opérationnelles et logistiques seront décrites dans un mode opératoire dans l'Extranet.

Une révision du rythme de collecte, après validation des Parties, est mise en œuvre dans les meilleurs délais possibles, et en tout état de cause dans un délai ne pouvant être inférieur à 15 jours à compter de sa validation par les Parties.

En ce qui concerne les interdictions préfectorales ou les ouvertures de certains points de collecte, l'opérateur et Eco-mobilier feront leur meilleur effort pour trouver une solution.



Les enlèvements ont lieu pendant les heures d'ouverture de la déchèterie. Sous réserve d'accord de Parties, les enlèvements peuvent avoir lieu en dehors des heures d'ouverture.

**c) Mesures d'accompagnement au remplissage des Contenants et d'évitement des débordements**

**C.1 Ajout d'un second Contenant**

Sur demande de la Collectivité et sous réserve de la faisabilité technique et de la disponibilité foncière pour l'entreposage, Eco-mobilier peut doter les Déchèteries, d'un second Contenant pour les DEA. Le fonctionnement sur deux Contenants permet d'optimiser les remplissages et supprimer les risques de débordement. Les mouvements des Contenants à l'intérieur du périmètre de la Déchèterie sont de la responsabilité de la Collectivité ou de son délégataire, dans le respect des conditions normales de gestion de Ce contenant.

La mise en place de ce second Contenant doit permettre à une Collectivité d'atteindre le seuil moyen si elle ne l'atteint pas et/ou d'éviter les débordements. Dans le cas où au bout de 6 mois, le seuil moyen collecté par Contenant n'est pas atteint, le second Contenant pourra être retiré après diagnostic effectué par Eco-mobilier.

**C.2 Mise en place de planning d'enlèvement**

Sur demande de la Collectivité, il est possible de prévoir des enlèvements programmés et réguliers sous la forme d'un « planning »

Cette organisation doit faire l'objet d'un accord entre Eco-mobilier, l'Opérateur et la Collectivité sous la forme d'un planning spécifique à chaque Déchèterie concernée (jour et créneau horaire d'enlèvement). Le planning est alors formalisé dans l'Extranet afin d'être visible par toutes les parties et de permettre la création automatique des opérations de ramassage.

Le planning peut être différent en fonction de la saison et devra être revu régulièrement au moins une fois par an pour l'adapter aux évolutions des apports sur la Déchèterie.

En plus des demandes planifiées à l'avance, des demandes complémentaires peuvent être réalisées si besoin par la Collectivité.

# ANNEXE 3 – BAREME DE SOUTIENS

AR PREFECTURE  
 047-254702982-20191127-DL2019\_11\_01PJ-CC  
 Reçu le 23/12/2019

## 3.1 Dispositions générales

Lorsque les barèmes de la présente annexe fixent, conformément à l'annexe A du cahier des charges, des montants en valeur annuelle<sup>3</sup>, ces montants sont appliqués prorata temporis, en fonction de la date d'entrée en vigueur ou la date à laquelle le contrat prend fin, ou en fonction de la date à laquelle une déchèterie est activée ou désactivée du dispositif de collecte d'Eco-mobilier.

Pour l'application des montants des barèmes, il convient de se rapporter aux dispositions du Contrat et des annexes « Périmètre » et « Conditions techniques et niveaux de service ».

## 3.2 Soutiens financiers pour la Collecte séparée (article 2.2 du Contrat) 2019 et 2020

Nom du soutien		Type de soutien	Critère d'éligibilité aux soutiens tels que prévu à l'annexe A du cahier des charges et aux annexes 1 et 2 du contrat	Montant 2019/2020	Justificatifs et mode de calcul
A11.	Forfait déchèterie (Déchèterie fixe ouverte au public)	Soutien à la part fixe des coûts liés à la Collecte séparée	Déchèterie conforme aux prescriptions de l'Annexe 1 et au 2.1.2.1 de l'Annexe 2	2 500 € par an par point	Saisie des données dans l'extranet et téléversement des attestations conformément à l'Annexe 5, pour versement semestriel par moitié
A12.	Part variable (Déchèterie fixe ouverte au public)	Soutien à la part variable des coûts liés à la collecte séparée des DEA, proportionnels aux quantités de DEA	Déchèterie conforme aux prescriptions de l'Annexe 1 et enlèvement conforme aux critères d'enlèvement définis au 2.1.2.2 de l'Annexe 2	20 €/t	Prise en compte des données relatives à la collecte saisie par les Opérateurs Calcul du montant du soutien chaque semestre
A13.	Information et communication	Financement d'actions et d'outils d'information en vue d'augmenter la réutilisation et le recyclage	Nature des actions réalisées conforme aux prescriptions de l'Annexe 4	0,10 € par an /par habitant	Transmission des factures de communication après validation des maquettes et des devis conformément à l'Annexe 5

<sup>3</sup> Cf. annexe A du cahier des charges, articles A.1.1, A.2.1.1, A.1.3, A.2.3

### 3.3 Soutiens financiers pour la Collecte non séparée prise en charge par la Collectivité AR PREFECTURE

047-254702582-20191127-DL2019\_11\_01PJ-CC  
 Regu le 23/12/2019

Nom du soutien		Type de soutien	Critère d'éligibilité aux soutiens tels que prévu à l'annexe A du cahier des charges et aux annexes 1 et 2 du contrat	Montant	Justificatifs et mode de calcul
A21.	Forfait déchèterie (déchèterie fixe ouverte au public)	Soutien à la part fixe des coûts liés à la collecte non séparée des DEA	Déchèterie conforme aux prescriptions de l'Annexe 1 et au 2.2.2.2 de l'Annexe 2	1 250 € par an par point	Saisie des données dans l'extranet et téléversement des attestations conformément à l'Annexe 5, pour versement semestriel par moitié
A221.	Part variable relative au recyclage	Soutien au recyclage des DEA collectés en déchèterie	Déchèterie conforme aux prescriptions de l'Annexe 1	65 € par tonne de DEA recyclée (tous flux sauf flux ferraille)	Saisie des données dans l'extranet conformément à l'Annexe 5. Calcul du montant du soutien chaque semestre
		Soutien au recyclage des DEA collectés en porte à porte	Collecte en Porte à Porte conforme aux prescriptions de l'Annexe 1	115 € par tonne de DEA recyclée (tous flux sauf flux ferraille)	
A222.	Part variable relative à la valorisation énergétique R1	Soutien à la valorisation R1 des DEA collectés en déchèterie	Déchèterie conforme aux prescriptions de l'Annexe 1	35 € par tonne de DEA valorisée (1) pour le flux bois 60 € par tonne de DEA valorisée (1) pour le flux tout venant	Saisie des données dans l'extranet conformément à l'Annexe 5. Calcul du taux de recyclage et du montant du soutien chaque semestre
		Soutien à la valorisation R1 des DEA collectés en porte à porte	Collecte en porte à porte conforme aux prescriptions de l'Annexe 1	80 € par tonne de DEA valorisée (1)	
A13.	Information et communication	Financement d'actions et d'outils d'information en vue d'augmenter la réutilisation et le recyclage	Nature des actions réalisées conforme aux prescriptions de l'Annexe 4	0,05 € par an par habitant	Transmission des factures de communication après validation des maquettes et des devis conformément à l'Annexe 5.

(1) La valorisation R1 des DEA comprend les tonnes envoyées vers des unités d'incinération (IPCE 2791) réalisant des opérations de valorisation conformes à l'arrêté du 03/08/2010, la valorisation combustible du Bois en chaudière industrielle et la valorisation sous forme de combustible solide de récupération.  
 Les quantités de DEA collectés non séparément sont calculées en application de l'article 2.2.2 du contrat. Lorsque les flux contenant les DEA collectés non séparément font l'objet d'un process de tri, le bilan matières applicable à la fraction DEA est calculé en application de l'Annexe 5.

## ANNEXE 4 – COMMUNICATION

AR PREFECTURE

47-254702582-20191127-DL2019\_11\_01PJ-CC  
Reçu le 23/12/2019

Eco-mobilier accompagne les collectivités dans la communication de proximité destinée à présenter la collecte et le recyclage des meubles usagés : mise en place de la signalétique, communication vers les habitants.

Eco-mobilier propose à la Collectivité **des outils de communication clefs en main**, qui permettent d'unifier la communication aux habitants sur l'ensemble du territoire national, de façon à ce que la Collectivité puisse les utiliser sans les concevoir ou les développer directement.

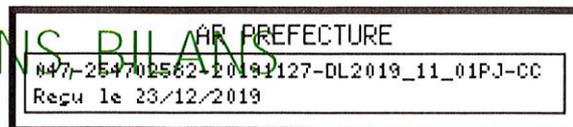
Parmi ces outils de communication, Eco-mobilier propose sur le site [eco-mobilier.fr](http://eco-mobilier.fr) ou sur l'Extranet :

- i) des infographies pédagogiques permettant de présenter le fonctionnement de la collecte, du tri, du réemploi, de la réutilisation, du recyclage ou encore de la valorisation énergétique du mobilier usagé,
- ii) des reportages vidéos, sous forme de films courts présentant les techniques de tri, les méthodes ou de **préparation à la réutilisation, le recyclage...**
- iii) des campagnes de communication web ou des animations, pour sensibiliser le plus grand nombre aux enjeux relatifs au recyclage du mobilier usagé.

Ces outils de communication sont conçus et réalisés par Eco-mobilier, mis à disposition de la Collectivité sous format numérique. La Collectivité prend en charge l'achat d'espace (affichage, web...). Cet achat d'espaces pour diffuser ces outils de communication rentre dans l'assiette des soutiens information et communication de la Collectivité.

D'autres outils de communication, tels que des supports écrits ou une banque d'images et de pictogrammes seront mis à disposition sur l'Extranet. Dans le cas où la Collectivité utilise ces supports, elle transmet en fin de semestre de l'année N les justificatifs de l'année N et de l'année N-1 pour permettre l'application du barème de soutien comme défini dans l'annexe 3. Les justificatifs de l'année N-2 et plus sont caduques.

# ANNEXE 5 - CARACTERISATIONS, BILANS MATIERE ET JUSTIFICATIFS



## 5.1 Caractérisations

Le protocole de caractérisations et de calcul des taux de présence moyens conventionnels présenté ci-après a été établi en concertation avec les Représentants et validé par les pouvoirs publics, dans le respect du principe de proportionnalité entre coûts de caractérisations, précisions des résultats et délais au cours de la période d'agrément 2013-2017.

Le cas échéant, ce protocole peut faire l'objet de modification sur demande des Représentants, sur demande d'Eco-mobilier ou des ministères signataires de l'agrément. Toute modification du présent protocole est soumise à l'avis des Représentants, est transmise aux ministères signataires de l'agrément et donne lieu à une modification de la présente annexe en application de l'article 12 du contrat.

Le plan d'échantillonnage a été actualisé de manière à refléter les configurations de collecte et de type d'habitat des collectes non séparées sur la période 2018-2023. Il est accessible sur l'Extranet.

## 5.2 Bilans matière

En collecte non séparé des DEA, lorsque le flux comprenant les DEA est orienté vers un process de tri le bilan matière appliqué au DEA est calculé et justifié suivant l'une des méthodologies suivantes.

### 5.2.1. Utilisation des résultats issus d'une campagne de tri dédiée

Le bilan matière d'un centre de tri sur un flux peut être calculé et justifié en réalisant à une fréquence au moins semestrielle une campagne de tri dédié (appelée batch) sur un échantillon représentatif avec mesure du bilan matière.

Afin de pouvoir utiliser les résultats d'une campagne dédiée de tri réalisée par un opérateur sur un flux de la Collectivité contenant des DEA en collecte non séparée (flux tout-venant de déchèterie, flux bois de déchèterie ; collecte d'encombrant en porte à porte) cette dernière doit respecter les points suivants :

- réalisation au cours du semestre objet de déclaration ;
- réalisation dans les conditions de traitement/préparation habituelles de l'opérateur ;
- Pesée des flux sortants issus de cette campagne (métaux, bois, plastique, non recyclables, déchets valorisables ne contenant pas de mobilier)
- Calcul du bilan matière en excluant du numérateur et du dénominateur les fractions ne contenant pas de mobilier (gravats, déchets vert, DEEE, cartons/papier, film plastiques, ...)
- Rédaction et conservation d'enregistrements (compte rendu, photos et tickets de pesées).

Le compte-rendu de la campagne dédiée est joint à la déclaration semestrielle de la Collectivité.

### 5.2.2 Utilisation des données d'une ligne de traitement dédiée :

Le bilan matière d'un centre de tri sur un flux peut être calculé et justifié lorsque la ligne de tri est dédiée à un flux.

Afin de pouvoir utiliser les performances d'une ligne de traitement ou de préparation dédiée au flux (flux tout-venant de déchèterie ou flux bois de déchèterie ou collecte d'encombrant en porte à porte) le bilan matière doit être établi selon les prescriptions suivantes :

- enregistrement des données spécifique à la ligne de traitement/préparation (registre des entrées/sorties)
- utilisation des données du semestres objet de la déclaration
- calcul du bilan matière en excluant du numérateur et du dénominateur les fractions ne contenant pas de mobilier (gravats, déchets vert, DEEE, cartons/papier, film plastiques, ...)
- conservation des enregistrements (compte rendu du calcul, registre des sorties / tickets de pesées).

Le détail du calcul (données semestrielles par type de flux entrant dans le process, détail des fractions prises en compte au numérateur et au dénominateur) est joint à la déclaration semestrielle de Eco-mobilier.

Process, détail des fractions prises en compte en PJ-cc  
Révisé le 23/12/2019

### 5.2.3 Utilisation des données du site dans son ensemble :

Le bilan matière d'un centre de tri sur un flux peut être calculé et justifié sur la base du bilan matière de l'ensemble du centre de tri. Afin de pouvoir utiliser les performances de l'ensemble du centre de tri, le bilan matière doit être établi selon les prescriptions suivantes :

- enregistrement des données du site (registre des entrées/sorties)
- utilisation des données du semestre objet de la déclaration
- calcul du bilan matière en excluant les fractions ne contenant pas de mobilier (gravats, déchets vert, DEEE, cartons/papier, film plastiques, ...)
- conservation d'enregistrements (compte rendu du calcul, registre des sorties / tickets de pesées).

Le détail du calcul (données semestrielles par type de flux entrant dans le process, détail des fractions prises en compte au numérateur et au dénominateur) pourra être demandé par Eco-mobilier lors des contrôles.

### 5.2.4 Règle d'utilisation du bilan matière déclaré pour le calcul de soutiens

Pour chaque flux faisant l'objet d'une étape de tri, La Collectivité déclare dans l'Extranet Eco-mobilier la méthode de calcul et de justification du bilan matière utilisée ainsi que le process de tri (chaîne de tri, machine de tri automatique, tri à la pelle).

Si le process de tri déclaré est de type Chaîne de tri (présence d'un tapis de tri, cverbande magnétique, ...) ou machine automatique de tri une réallocation de 10 points de pourcentage de la fraction refus au prorata des fractions valorisées est appliquée par Eco-mobilier pour le calcul des soutiens sur la base du bilan matière déclaré par la collectivité dans l'Extranet

Pour les autres process de tri ou les autres modalités de calcul et de justification du bilan matière aucun réallocation de refus n'est effectué par Eco-mobilier. Le bilan matière pris en compte pour le calcul des soutiens est celui déclaré par la collectivité dans l'Extranet.

## 5.3 Justificatifs à produire pour les déclarations et les contrôles

Dans le cas de la collecte non séparée des DEA en déchèterie et en porte-à-porte, la Collectivité déclare, pour chaque point de collecte, les flux collectés contenant du DEA, le tonnage mensuel collecté, les sites et modes de traitement de ces flux ainsi que les exutoires finaux.

La Collectivité doit également fournir des attestations de collecte et de traitement pour les tonnages non collectés par Eco-mobilier, établies par ses opérateurs, et conformes à la déclaration.

L'ensemble de ces éléments fait l'objet de vérification systématique par Eco-Mobilier préalablement à la validation de la déclaration, ou lors de l'application de l'article 11 du Contrat.

Les éléments à justifier auprès d'Eco-mobilier devront permettre de :

- tracer de façon certaine les tonnages des flux collectés ;
- vérifier les bilans matière des centres de tri et/ou de préparation sous contrat avec la collectivité ;
- attester les modalités de traitement des flux.

Eco-mobilier met à la disposition de La Collectivité des modèles d'attestation, disponibles sur l'Extranet.

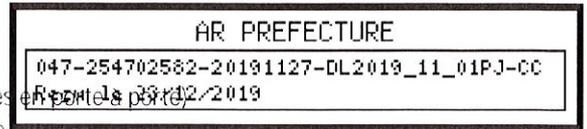
Les justificatifs permettant d'attester les tonnages des flux collectés sont de manière non exhaustive :

Pour les vérifications réalisées par Eco-mobilier préalablement à la validation de la déclaration :

- le détail des tonnages collectés sur la période concernée par flux, site et mois,
- le nom et les coordonnées du/des opérateur(s) en contrat avec la collectivité concernant la collecte,

Pour les contrôles prévus à l'article 11 du Contrat :

- les tickets de pesées
- les factures des prestataires des collectes
- les plannings des collectes (notamment dans le cadre des collectes de portes portées)
- le schéma opérationnel de la gestion de la collecte sur le territoire



Les justificatifs permettant d'attester des bilans matière des centres de tri ou de préparation sous contrat avec la collectivité

Pour les vérifications réalisées par Eco-mobilier préalablement à la validation de la déclaration :

- les noms et les coordonnées des opérateurs en contrat avec la collectivité concernant la préparation et le traitement des flux,
- les adresses des sites de traitement et de préparation,
- les bilans matières détaillés des sites de traitement (part du recyclage, de la valorisation énergétique, de valorisation combustible, de l'élimination...),

Pour les contrôles prévus à l'article 11 du Contrat :

- les tickets de pesées (entrées et sorties)
- les registres des entrées et sorties
- la méthodologie appliquée et le détail des calculs des bilans matière en application de l'article 6.2 de la présente annexe
- les autorisations administratives des sites de traitement et de préparation

Les justificatifs permettant d'attester les modalités de traitement des flux

Pour les vérifications réalisées par Eco-mobilier préalablement à la validation de la déclaration :

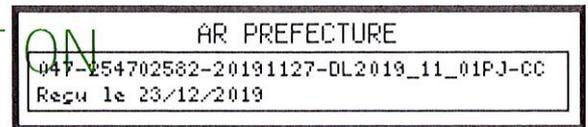
- les coordonnées des sites des exutoires finaux,

Pour les contrôles prévus à l'article 11 du Contrat :

- les autorisations administratives des sites de traitement et des exutoires.

\* \* \*

## ANNEXE 6 - DEMATERIALISATION



Afin de signer électroniquement le Contrat, il sera demandé les nom, prénom et adresse mail du signataire.

Une fois la procédure de signature créée, le signataire sera redirigé de manière transparente vers le prestataire d'Ecobobilier afin de signer électroniquement le Contrat. Durant la procédure de signature, il sera demandé au signataire de renseigner un "code de validation", reçu par mail. Ce code permettra de garantir que la personne engagée sur le Contrat correspond bien à la personne en charge de signer le document.

Il est possible dans le cadre de certains contrats de définir une délégation de signature. Le nom de la personne apparaissant sur le contrat (le signataire) sera par conséquent différente de la personne en charge de le signer électroniquement.

Pour cela, il est obligatoire de renseigner un document de type "Délégation de signature" permettant de garantir que le signataire autorise la personne définie en tant que délégué à signer et engager juridiquement la structure à sa place.

Comité syndical du 27 novembre 2019

DL 2019\_11/02

## NOUVEAU PROGRAMME LOCAL DE PRÉVENTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS (PLPDMA) ET CONSTITUTION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE D'ÉLABORATION ET DE SUIVI (CCES)

Le Comité Syndical de ValOrizon, légalement convoqué le **18 novembre 2019**, s'est réuni, dans la salle de l'Hémicycle à l'Hôtel du Département à AGEN, sous la présidence de M. Jacques BILIRIT, Président, le mercredi 27 novembre 2019 à 9h30.

**CONSEIL DEPARTEMENTAL 47** : Séverine BESSON, Jacques BILIRIT, Christophe BOCQUET, Sophie GARGOWITSCH, Christine GONZATO-ROQUES, Françoise LAURENT, Michel MASSET, Valérie TONIN ;  
**VAL DE GARONNE AGGLOMÉRATION** : Marie-France BONNEAU, Patrick COUZINEAU, Gilbert DUFOURG, Jean-Claude DERC, Francis LABEAU, Jean-Pierre VACQUE, Alain LERDU ;  
**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU GRAND VILLENEUVOIS** : Bernard AJON, Daniel DESPLAT, Alain DE VOS, Marc TRANCHARD, Guy VICTOR, Michel VAN BOSSTRAETEN ;  
**SMICTOM LGB** : François COLLADO, Nicolas LACOMBE, Pascal LEGENDRE, Alain LORENZELLI, Jean-François SAUVAUD ;  
**FUMEL VALLÉE DU LOT** : Didier CAMINADE, Jean-Luc MUCHA, Jacques PICCOLI ;  
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DES BASTIDES EN HAUT AGENAIS PERIGORD** : Auguste FLORIO, Laurence ROUCHAUD ;  
**COMMUNAUTE DE COMMUNES COTEAUX ET LANDES DE GASCOGNE** : Eric ALBERTI, Michel PONTTHOREAU ;  
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LAUZUN** : Jean-Marie CONSTANTIN, Jean-Luc GARDEAU ;  
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DE DURAS** : Joël KLEIBER ;  
**COMMUNAUTE DE COMMUNES LOT ET TOLZAC** : ;  
**COMMUNAUTE DE COMMUNES PORTE D'AQUITAINE EN PAYS DE SERRES** : Jean-Louis COUREAU.  
**Nombre de conseillers en exercice : 37**

**Présents** : Mmes BONNEAU, GONZATO-ROQUES, LAURENT, TONIN ; MM. BILIRIT, BOCQUET, CAMINADE, COUREAU, COUZINEAU, DERC, DESPLAT, FLORIO, LEGENDRE, LORENZELLI, PICCOLI, SAUVAUD (16)  
**Représentés** : M. LERDU par M. BILIRIT, M. COLLADO par M. FLORIO, M. CONSTANTIN par M. SAUVAUD, M. LABEAU par M. DERC, M. GARDEAU par M. BOCQUET, Mme ROUCHAUD par M. CAMINADE, M. PONTTHOREAU par Mme BONNEAU, M. VICTOR par M. DESPLAT, M. MASSET par Mme TONIN (9)  
10h50 : Départ M. MASSET/Pouvoir à Mme TONIN  
10h57 : Sortie Mme GARGOWITSCH (pas présente au moment du vote)  
Quorum atteint  
**Secrétaire de séance** : M. DESPLAT  
**Nombre de délégués présents : 16**  
**Représentés : 9**  
**TOTAL : 25**

DL 2019\_11/02

## NOUVEAU PROGRAMME LOCAL DE PRÉVENTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS (PLPDMA) ET CONSTITUTION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE D'ÉLABORATION ET DE SUIVI (CCES)

Vu les statuts du Syndicat mixte de valorisation et de traitement des déchets ménagers et assimilés en Lot-et-Garonne à vocation départementale, modifiés par l'arrêté préfectoral n°472017-12-29-003 du 29 décembre 2017,

Vu l'article L. 541-15-1 du code de l'environnement modifié par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010, article 194 (V), imposant l'élaboration des PLPDMA au 1<sup>er</sup> janvier 2012 au plus tard,

Vu le décret d'application n°2015-662 du 10 juin 2015 précisant le contenu et les modalités d'élaboration, d'adoption, de suivi et de révision des PLPDMA entré en vigueur le 14 septembre 2015, codifié aux articles R541-41-19 à 28 du code de l'environnement,

Vu la délibération DL2017\_09/03 du 29 septembre 2017, proposant aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) du département que ValOrizon porte le PLPDMA

Vu les délibérations prises entre novembre 2017 et septembre 2019 par les collectivités adhérentes autorisant le syndicat ValOrizon à porter le PLPDMA,

Vu la décision du Bureau Communautaire de l'Agglomération d'Agen du 16 novembre 2017 autorisant ValOrizon à porter le PLPDMA,

Considérant que le PLPDMA doit s'inscrire dans les objectifs définis dans le plan national de prévention des déchets (PNPD) et le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD),

Considérant l'engagement de ValOrizon à poursuivre le programme local de prévention dans le cadre de la convention CODEC 2018-2020 signée avec l'ADEME et notifiée le 4 mai 2018,

La loi de transition énergétique pour la croissance verte de 2015 a renforcé le rôle de la prévention, en affichant un objectif de réduction de 10% des quantités de déchets ménagers et assimilés produits par habitant en 2020.

Le décret n°2015-662 du 10 juin 2015 précise que l'obligation d'élaboration et d'adoption du nouveau PLPDMA incombe aux collectivités qui détiennent la compétence obligatoire en matière de collecte des déchets ménagers et assimilés.

Toutefois le décret précise que les collectivités en charge de la collecte peuvent confier l'élaboration de ce PLPDMA au syndicat en charge du traitement des déchets ménagers et assimilés. Ainsi pour faire suite au précédent programme ayant pris fin le 31 décembre 2017 et afin de poursuivre dans la dynamique engagée depuis 5 ans sur le département, 8 collectivités adhérentes au Syndicat ValOrizon ainsi que l'Agglomération d'Agen ont délibéré en ce sens.

L'élaboration de ce PLPDMA se fera dans la continuité du programme précédent et en concertation avec les collectivités. Enfin, il est rappelé que bien qu'il soit décidé de confier l'élaboration de ce PLPDMA au Syndicat, les collectivités restent, devant la réglementation, responsables de ce programme.

Le PLPDMA ne fait pas l'objet d'un financement dédié de l'ADEME.

### Après en avoir délibéré, le comité syndical,

- Article 1 : **AUTORISE** le Syndicat à porter et à mettre en œuvre le nouveau Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) pour les 8 collectivités adhérentes et pour l'Agglomération d'Agen ayant délibéré en ce sens;
- Article 2 : **APPROUVE** la proposition d'organisation (élaboration, pilotage et évaluation) et le calendrier d'élaboration du nouveau Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés tels que décrits dans l'annexe ;
- Article 3 : **RAPPELLE** la volonté des EPCI, de ValOrizon et de l'ADEME que le PLPDMA soit co-construit avec les acteurs du territoire afin de favoriser une meilleure appropriation du programme ;
- Article 4 : **APPROUVE** le rôle et le mode de fonctionnement de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) du Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés ;
- Article 5 : **ADOpte** la composition de la CCES telle que détaillée dans l'annexe.

**Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à la majorité,**

AR PREFECTURE 11/02

047-254702582-20191127-DL2019\_11\_02-DE  
Recu le 29/11/2019

## Résultats des votes

Suffrages exprimés :	25
Pour :	23
Contre :	0
Abstentions :	2

Fait à Damazan, le 29 novembre 2019

Le Président,

Publication / Affichage  
Le 29 novembre 2019

Jacques BILIRIT

## ANNEXE DÉLIBÉRATION DL2019\_11/02 RELATIVE AU NOUVEAU PROGRAMME LOCAL DE PRÉVENTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS (PLPDMA) ET CONSTITUTION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE D'ÉLABORATION ET DE SUIVI (CCES)

OR PREFECTURE  
147-253702582-20191127-DL2019\_11\_02-DE  
RECUEIL 25/11/2019

Le développement d'une politique ambitieuse de prévention des déchets est un des axes majeurs des politiques déchets depuis plus de dix ans. Éviter de produire les déchets par la prévention et le réemploi, c'est le premier objectif dans la hiérarchie des modes de traitement des déchets.

La prévention des déchets, et plus généralement l'économie des ressources, sont au cœur de toute stratégie d'économie circulaire. La mise en œuvre d'un PLPDMA est un prélude et constitue le socle indispensable à toute démarche territoriale d'économie circulaire.

La prévention des déchets est à dissocier du tri, de la collecte, du recyclage et de la valorisation puisqu'elle intervient en amont de toutes ces opérations.

L'élaboration des PLPDMA est obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012 ; le décret du 10 juin 2015 précise le contenu et les modalités d'élaboration de ces derniers.

Le PLPDMA ne fait pas l'objet d'un financement dédié de l'ADEME.

### 1/ Historique

- **2012 – 2017** : ValOrizon élabore et porte le premier Programme Local de Prévention pour tout le département
- **2015** : Le décret du 10 juin 2015 indique que les collectivités territoriales ou les groupements de collectivités territoriales responsables de la collecte des déchets ménagers et assimilés doivent définir un programme local de prévention indiquant les objectifs de réduction des quantités de déchets et les mesures mises en place pour les atteindre.
- **Septembre 2017** : Le Comité syndical propose aux collectivités adhérentes que ValOrizon porte le nouveau PLPDMA et demande aux collectivités de délibérer pour autoriser ValOrizon à porter ce nouveau programme (vote du Comité syndical à l'unanimité).
- **Novembre et décembre 2017** : Les EPCI suivants autorisent ValOrizon à porter le PLPDMA :
  - Communauté de Communes des Coteaux et Landes de Gascogne
  - Communauté de Communes du Pays de Duras
  - Communauté de Communes des Bastides en Haut-Agenais Périgord
  - Communauté de Communes Porte d'Aquitaine en Pays de Serres
  - Agglomération d'Agen
  - Communauté de Communes de Lot et Tolzac
- **Janvier 2018** : Val de Garonne Agglomération autorise ValOrizon à porter le PLPDMA
- **Avril 2018** : L'Agglomération du Grand Villeneuvois autorise ValOrizon à porter le PLPDMA
- **Novembre 2018** : La Communauté de Communes Fumel Vallée du Lot décide de porter son propre PLPDMA
- **Mars 2019** : Val de Garonne Agglomération abroge sa délibération de janvier 2018 et décide de porter son propre PLPDMA
- **Avril 2019** : La Communauté de Communes du Pays de Lauzun autorise ValOrizon à porter le PLPDMA
- **Septembre 2019** : La Communauté de Communes Fumel Vallée du Lot, lors d'une nouvelle délibération, autorise ValOrizon à porter le PLPDMA

A ce jour, 9 EPCI ont délibéré pour autoriser ValOrizon à porter le PLPDMA. 1 EPCI a délibéré pour porter son propre PLPDMA (Val de Garonne Agglomération) et 1 EPCI n'a pas délibéré (SMICTOM LGB).



## 2/ Le PLPDMA

L'objectif du PLPDMA est de **mettre en place une orientation stratégique claire en faveur de la réduction des gaspillages et des déchets.**

Il faut distinguer 3 phases :

- **Elaborer le PLPDMA :**
  - Etablir un diagnostic du territoire
  - Fixer les objectifs du programme et des actions, définir les indicateurs de suivi
  - Elaborer le plan d'actions en concertation
  - Estimer les impacts environnementaux et économiques des actions
  - Consulter, adopter et publier le PLPDMA
  
- **Conduire le PLPDMA :**
  - Piloter le programme d'actions
  - Tisser des partenariats et mobiliser les acteurs
  - Mettre en œuvre et suivre les actions du programme
  
- **Evaluer le PLPDMA :**
  - Suivre et évaluer le PLPDMA, le réviser si besoin
  - Communiquer sur le PLPDMA et valoriser les résultats

## 3/ La co-construction du PLPDMA

La volonté des EPCI, de ValOrizon et de l'ADEME est que **le PLPDMA soit co-construit avec les acteurs du territoire** afin de favoriser une meilleure appropriation du programme.

A cette fin, la co-construction sera organisée comme suit :

- **Un animateur :** Eva Tauzin-Charmetant / Julien Geyre

Il coordonne et dynamise le projet au quotidien. Il a un rôle de chef de projet « opérationnel ».

- **Un élu référent :** Monsieur le Président

Il incarne la volonté politique de la collectivité et porte le PLPDMA. Il a un rôle de chef de projet « politique ».

- **Une équipe projet**

Elle est rassemblée autour du binôme élu-animateur pour mener à bien les tâches nécessaires. Elle apporte des compétences complémentaires et multidisciplinaires.

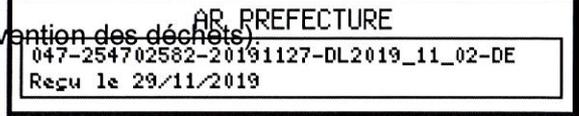
- **La Commission prévention**

Elle apporte un portage politique fort et une validation en amont sur la méthode de travail envisagée et le calendrier.

- **Des réunions individuelles avec les EPCI**

Pour définir en concertation les objectifs de prévention de chaque territoire (chargé de

mission, responsable de service et élu en charge de la prévention des déchets.



- **Un Comité technique**

Il regroupe les techniciens et les élus des EPCI afin de définir les objectifs du programme de manière collégiale et présélectionner les axes de travail.

- **La Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES)**

Cf. point 4

- **Les groupes de travail**

Organiser des groupes de travail thématiques afin de co-construire le programme d'actions avec les acteurs du territoire et rendre sa mise en œuvre plus opérationnelle et efficace.

#### **4/ La Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES)**

- **Son rôle :**

- Coordonner les parties prenantes
- Intégrer le point de vue des différents acteurs concernés, dont l'adhésion sera nécessaire lors de la mise en œuvre des actions
- Remettre des avis et propositions de décision à l'exécutif de la collectivité en charge du PLPDMA

- **Son mode de fonctionnement :**

- La CCES donne son avis sur le projet de PLPDMA
- Un bilan du PLPDMA lui est présenté chaque année
- La CCES évalue le PLPDMA tous les 6 ans

- **Sa composition :**

Elle est organisée autour de 3 collèges et constituée de la manière suivante :

- **Collège collectivités :**

- Le Président de ValOrizon et/ou le Vice-président en charge de la prévention/économie circulaire, assurant la présidence de la CCES
- Les Présidents/Présidentes des collectivités au titre de la compétence « Déchets » ou leur représentant (l'élu désigné sera accompagné du technicien référent)

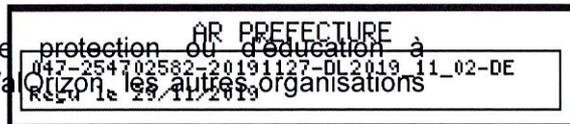
- **Collège partenaires associés :**

- Les partenaires techniques et financiers : ADEME, Conseil départemental, Conseil régional et AREC, l'ESPE (Ecole Supérieure du Professorat et de l'Education) de l'académie de Bordeaux, Gascogne Environnement
- Les représentants des Chambres consulaires territoriales : Chambre des métiers et de l'artisanat, Chambre de commerce et d'industrie, Chambre d'agriculture
- Les représentants des services de l'Etat : DDT, DREAL

- **Collège société civile / acteurs engagés**

- Les entreprises « classiques » et de l'économie sociale et solidaire avec notamment le réseau des recycleries 47

- Les acteurs de la société civile (associations de protection de l'environnement, de consommation, le panel citoyen de ValOrizon, les autres organisations citoyennes)



- Les acteurs du secteur social

Chaque collège choisit un représentant qui sera en charge de rédiger un avis sur le PLPDMA et des propositions de décisions. L'avis définitif regroupera les avis des 3 collèges. La décision reviendra à l'exécutif de ValOrizon

## 5/ Le calendrier

Le calendrier initial prévoyait une élaboration du PLPDMA sur 2 ans (de mars 2018 à avril 2020). Etant donné le retard qui a été pris, **le nouveau calendrier prévisionnel** de construction du programme **est volontairement serré et intense** (10 mois), et **place la co-construction au cœur du projet**. Ce parti pris est essentiel à la réussite du projet afin que les acteurs s'approprient le PLPDMA. Une fois que le PLPDMA sera adopté, le « vrai travail » commencera avec la mise en place et le suivi des actions.

Pour y parvenir, **l'implication sera le maître mot**, de la part de l'animateur, des élus, de l'équipe projet, des EPCI et des partenaires associés.

- **Novembre 2019** : présentation à la Commission prévention, délibération au Comité syndical du 27/11
- **Décembre 2019** : réunions individuelles avec les techniciens des EPCI
- **Janvier 2020** : réunion du Comité technique
- **Février 2020** : réunion de la CCES
- **Mars 2020** : première réunion des groupes de travail pour préparer les fiches action
- **Avril 2020** : deuxième réunion des groupes de travail pour finaliser les fiches action
- **Mai 2020** : présentation du PLPDMA dans les Commissions environnement des EPCI
- **Juin 2020** : validation du PLPDMA par la CCES
- **Juillet 2020** : consultation publique
- **Août 2020** : préparation d'un document de synthèse
- **Septembre 2020** : adoption du PLPDMA par délibération des EPCI et de ValOrizon

Comité syndical du 27 novembre 2019

DL 2019\_11/03

## ADHÉSION A LA CONVENTION « RETRAITE CNRACL » 2020-2022 AVEC LE CENTRE DE GESTION 47

AR PREFECTURE

047-254702582-20191127-DL2019\_11\_03-DE  
Regu le 29/11/2019

Le Comité Syndical de ValOrizon, légalement convoqué le **18 novembre 2019**, s'est réuni, dans la salle de l'Hémicycle à l'Hôtel du Département à AGEN, sous la présidence de M. Jacques BILIRIT, Président, le mercredi 27 novembre 2019 à 9h30.

**CONSEIL DEPARTEMENTAL 47** : Séverine BESSON, Jacques BILIRIT, Christophe BOCQUET, Sophie GARGOWITSCH, Christine GONZATO-ROQUES, Françoise LAURENT, Michel MASSET, Valérie TONIN ;

**VAL DE GARONNE AGGLOMÉRATION** : Marie-France BONNEAU, Patrick COUZINEAU, Gilbert DUFOURG, Jean-Claude DERC, Francis LABEAU, Jean-Pierre VACQUE, Alain LERDU ;

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU GRAND VILLENEUVOIS** : Bernard AJON, Daniel DESPLAT, Alain DE VOS, Marc TRANCHARD, Guy VICTOR, Michel VAN BOSSTRAETEN ;

**SMICTOM LGB** : François COLLADO, Nicolas LACOMBE, Pascal LEGENDRE, Alain LORENZELLI, Jean-François SAUVAUD ;

**FUMEL VALLÉE DU LOT** : Didier CAMINADE, Jean-Luc MUCHA, Jacques PICCOLI ;

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DES BASTIDES EN HAUT AGENAIS PERIGORD** : Auguste FLORIO, Laurence ROUCHAUD ;

**COMMUNAUTE DE COMMUNES COTEAUX ET LANDES DE GASCOGNE** : Eric ALBERTI, Michel PONTTHOREAU ;

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LAUZUN** : Jean-Marie CONSTANTIN, Jean-Luc GARDEAU ;

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DE DURAS** : Joël KLEIBER ;

**COMMUNAUTE DE COMMUNES LOT ET TOLZAC** : \_ ;

**COMMUNAUTE DE COMMUNES PORTE D'AQUITAINE EN PAYS DE SERRES** : Jean-Louis COUREAU.

**Nombre de conseillers en exercice : 37**

**Présents** : Mmes BONNEAU, GONZATO-ROQUES, LAURENT, TONIN ; MM. BILIRIT, BOCQUET, CAMINADE, COUREAU, COUZINEAU, DERC, DESPLAT, FLORIO, LEGENDRE, LORENZELLI, PICCOLI, SAUVAUD (16)

**Représentés** : M. LERDU par M. BILIRIT, M. COLLADO par M. FLORIO, M. CONSTANTIN par M. SAUVAUD, M. LABEAU par M. DERC, M. GARDEAU par M. BOCQUET, Mme ROUCHAUD par M. CAMINADE, M. PONTTHOREAU par Mme BONNEAU, M. VICTOR par M. DESPLAT, M. MASSET par Mme TONIN (9)

10h50 : Départ M. MASSET/Pouvoir à Mme TONIN

10h57 : Sortie Mme GARGOWITSCH (pas présente au moment du vote)

Quorum atteint

**Secrétaire de séance** : M. DESPLAT

**Nombre de délégués présents** : 16

**Représentés** : 9

**TOTAL** : 25

Comité syndical du 27 novembre 2019

DL 2019\_11/03

## ADHÉSION A LA CONVENTION « RETRAITE CNRACL » 2020-2022 AVEC LE CENTRE DE GESTION 47

M. le Président rappelle à l'assemblée que le Syndicat ValOrizon adhère depuis plusieurs années à la convention « Retraite » proposée par le Centre de Gestion de Lot-et-Garonne (CDG 47).

La convention « Retraite » pour la période 2014-2019 arrivant à échéance le 31 décembre 2019, il est proposé de signer une nouvelle convention pour la période 2020-2022.

Cette nouvelle convention **prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2020 pour 3 ans, renouvelable tacitement une fois pour la même durée** et consistera en :

- L'information et la formation au titre des trois fonds : CNRACL, IRCANTEC et RAPFP ;
- L'information de vos agents en activité sur leurs droits à la retraite ;

- L'étude relative aux départs à la retraite avec estimation des pensions CNRACL
- L'intervention et l'assistance sur les dossiers relatifs à la CNRACL (immatriculation, affiliation, régularisation, validation de services, rétablissement, liquidation de pension (y compris d'invalidité ou de réversion) ;
- Le droit à l'information : Relevés Individuels de Situation et Estimations Indicatives Globales.



Pour la bonne exécution de ces missions, le CDG47 demande au Syndicat une contribution financière globale et forfaitaire dont le montant est fonction du nombre d'agents de droit public. Pour le Syndicat cette participation annuelle s'élève à sept cent vingt-cinq euros - 725 € (pour les collectivités de 20 à 29 agents) comme indiqué dans la convention en annexe.

### Le comité syndical, après en avoir délibéré,

- Article 1 : **DÉCIDE** d'adhérer à la convention « **Retraite CNRACL** » 2020-2022, mise en œuvre par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Lot-et-Garonne, figurant en annexe ;
- Article 2 : **PRÉCISE** que les crédits nécessaires au paiement de la participation annuelle forfaitaire seront ouverts au budget ;
- Article 3 : **AUTORISE** le Président à signer la convention « **Retraite 2020-2022** » et tous actes s'y rapportant.

**Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.**

Résultats des votes	
Suffrages exprimés :	25
Pour :	25
Contre :	0
Abstentions :	0

Fait à Damazan, le 29 novembre 2019

Le Président,

Publication / Affichage  
Le 29 novembre 2019

Jacques BILIRIT

Comité syndical du 27 novembre 2019

DL 2019\_11/04

## PI2016-09 MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE DANS LE CADRE D'UN PROJET DE CENTRE DE TRI DÉPARTEMENTAL DE DÉCHETS RECYCLABLES MÉNAGERS - AVENANT n°1 - PRIX NOUVEAUX ET ALLONGEMENT DE LA DURÉE D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Le Comité Syndical de ValOrizon, légalement convoqué le **18 novembre 2019**, s'est réuni, dans la salle de l'Hémicycle à l'Hôtel du Département à AGEN, sous la présidence de M. Jacques BILIRIT, Président, le mercredi 27 novembre 2019 à 9h30.

**CONSEIL DEPARTEMENTAL 47** : Séverine BESSON, Jacques BILIRIT, Christophe BOCQUET, Sophie GARGOWITSCH, Christine GONZATO-ROQUES, Françoise LAURENT, Michel MASSET, Valérie TONIN ;

**VAL DE GARONNE AGGLOMÉRATION** : Marie-France BONNEAU, Patrick COUZINEAU, Gilbert DUFOURG, Jean-Claude DERC, Francis LABEAU, Jean-Pierre VACQUE, Alain LERDU ;

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU GRAND VILLENEUVOIS** : Bernard AJON, Daniel DESPLAT, Alain DE VOS, Marc TRANCHARD, Guy VICTOR, Michel VAN BOSSTRAETEN ;

**SMICTOM LGB** : François COLLADO, Nicolas LACOMBE, Pascal LEGENDRE, Alain LORENZELLI, Jean-François SAUVAUD ;

**FUMEL VALLÉE DU LOT** : Didier CAMINADE, Jean-Luc MUCHA, Jacques PICCOLI ;

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DES BASTIDES EN HAUT AGENAIS PERIGORD** : Auguste FLORIO, Laurence ROUCHAUD ;

**COMMUNAUTE DE COMMUNES COTEAUX ET LANDES DE GASCOGNE** : Eric ALBERTI, Michel PONTTHOREAU ;

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LAUZUN** : Jean-Marie CONSTANTIN, Jean-Luc GARDEAU ;

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DE DURAS** : Joël KLEIBER ;

**COMMUNAUTE DE COMMUNES LOT ET TOLZAC** : ;

**COMMUNAUTE DE COMMUNES PORTE D'AQUITAINE EN PAYS DE SERRES** : Jean-Louis COUREAU.

**Nombre de conseillers en exercice : 37**

**Présents** : Mmes BONNEAU, GONZATO-ROQUES, LAURENT, TONIN ; MM. BILIRIT, BOCQUET, CAMINADE, COUREAU, COUZINEAU, DERC, DESPLAT, FLORIO, LEGENDRE, LORENZELLI, PICCOLI, SAUVAUD (16)

**Représentés** : M. LERDU par M. BILIRIT, M. COLLADO par M. FLORIO, M. CONSTANTIN par M. SAUVAUD, M. LABEAU par M. DERC, M. GARDEAU par M. BOCQUET, Mme ROUCHAUD par M. CAMINADE, M. PONTTHOREAU par Mme BONNEAU, M. VICTOR par M. DESPLAT, M. MASSET par Mme TONIN (9)

10h50 : Départ M. MASSET/Pouvoir à Mme TONIN

10h57 : Sortie Mme GARGOWITSCH (pas présente au moment du vote)

Quorum atteint

**Secrétaire de séance** : M. DESPLAT

**Nombre de délégués présents** : 16

**Représentés** : 9

**TOTAL** : 25

DL 2019\_11/04

## PI2016-09 MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE DANS LE CADRE D'UN PROJET DE CENTRE DE TRI DÉPARTEMENTAL DE DÉCHETS RECYCLABLES MÉNAGERS - AVENANT n°1 - PRIX NOUVEAUX ET ALLONGEMENT DE LA DURÉE D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de la commande publique entré en vigueur le 1er avril 2019,

Vu les statuts du Syndicat mixte de valorisation et de traitement des déchets ménagers et assimilés de Lot-et-Garonne à vocation départementale, modifiés par arrêté préfectoral n°47-12-29-003 du 29 décembre 2017,

Vu la délibération DL2017\_04/01 attribuant le marché passé en cabinet d'études INDDIGO/ ERGONEA, notifié le 27/04/2017 pour une durée de 29,11, 2019 jusqu'à la fin de la première année d'exploitation du centre de tri (précision étant faite que le marché est découpé en phase autonome, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mettre un terme à ce dernier à l'issue de chaque phase sans indemnité de part et d'autre) et ce, pour un montant de 194 465,00€ HT,

Considérant que la phase 1 qui avait pour objet l'étude de faisabilité a été réalisée à 100%,

Considérant que la phase 2 correspondait à l'élaboration du DDAE, réalisé à 100% (durée d'exécution des phases 1 et 2 : 17 semaines),

Considérant que la phase 3 avait pour objet la définition du programme technique réalisé à 100% (durée d'exécution de 12 semaines),

Compte tenu que l'étude de faisabilité a été réalisée selon des critères de tonnages définis et que entre-temps la situation a évolué avec notamment un tonnage plus faible, une nouvelle étude de faisabilité a été commandée suite à ce réajustement, ayant pour conséquence l'allongement des phases 1 et 3 (changements apportés au niveau de la validation du dimensionnement de l'outil et de la validation de l'enveloppe financière du projet) et entraînant une étude complémentaire forfaitaire de 9 000€ HT.

Les objectifs de cette étude complémentaire étant de :

- Connaître l'organisation actuelle de la collecte sélective sur les quatre syndicats ciblés et les coûts détaillés associés pour le transfert, transport, tri, conditionnement, traitement des refus et caractérisation,
- Simuler pour chacun des quatre syndicats le coût de tri en intégrant les coûts actuels de transport,
- Proposer une logistique optimale de transport des déchets (recyclables, OMR et refus de tri) des syndicats landais vers les exutoires dont le centre de tri de Damazan.

**Cette adaptation entraîne une plus-value d'environ 9 000,00€ HT.**

Compte tenu le coût de revient résultant de cette étude de faisabilité complémentaire, une optimisation a été demandée sur les critères d'emploi de matériels d'occasion et de salariés en insertion, engendrant un coût supplémentaire forfaitaire de 8 625,00€ HT et un nouvel allongement de la durée d'exécution du marché.

**Cette adaptation entraîne une plus-value d'environ 8 625,00€ HT.**

**Aussi les modifications présentées engendrent globalement une plus-value d'environ 17 625,00€ HT (soit une augmentation d'environ 9% du marché initial).**

Compte tenu des chiffrages complémentaires envoyés par le cabinet pour répondre à la demande de ValOrizon,

Compte tenu de l'acceptation du premier chiffrage en date du 14/08/2017,

Compte tenu de l'acceptation du second chiffrage en date du 11/04/2019,

Vu l'avis favorable de la Commission d'appel d'offres réunie régulièrement le 18 novembre 2019,

Il y a lieu de prendre l'avenant correspondant.

### Après en avoir délibéré, le comité syndical,

- Article 1 : **AUTORISE** le Président à signer l'avenant 1 au marché n°PI2016-09, tel qu'il est présenté en annexe;

- Article 2 : **PRÉCISE** que cet avenant a pour conséquence l'allongement de la durée d'exécution du marché;

047-254702582-20191127-DL2019\_11\_04-DE  
Né le 29/11/2019

- Article 3 : **AUTORISE** le Président ou son représentant légal à signer tous les documents relatifs à cette délibération et à procéder à toutes les formalités administratives.

***Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.***

Résultats des votes	
Suffrages exprimés :	25
Pour :	25
Contre :	0
Abstentions :	0

Fait à Damazan, le 29 novembre 2019

Le Président,

Publication / Affichage  
Le 29 novembre 2019

Jacques BILIRIT

**MARCHÉ PI 2016-09 MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE  
DANS LE CADRE D'UN PROJET DE CENTRE DE TRI DEPARTEMENTAL  
DE DÉCHETS RECYCLABLES MÉNAGERS-AVENANT 1 PRIX NOUVEAUX  
ET ALLONGEMENT DE LA DURÉE D'EXÉCUTION DU MARCHÉ**

Entre

Le Syndicat mixte de valorisation et traitement des déchets ménagers et assimilés de Lot-et-Garonne à vocation départementale (ValOrizon), dont le siège social est situé à l'Hôtel du département de Lot-et-Garonne, 47 922 AGEN Cedex 9, représenté par son Président, Monsieur Jacques BILIRIT,

Adresse administrative : ZAE de la Confluence, Chemin de Rieulet 47 160 DAMAZAN,

Et

Le groupement INDDIGO/ ERGONEA, représenté par.....,

Le marché n°PI2016-09 portant mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre d'un projet de centre de tri départemental de déchets recyclables ménagers, a été notifié le 27 avril 2017 au groupement INDDIGO/ ERGONEA.

Dans le cadre de l'exécution du marché n°PI2016-09, des prestations supplémentaires ou modificatives, dont la réalisation est nécessaire au bon déroulement de la mission et pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix, ont été notifiées.

Aussi des prix nouveaux (soit unitaires, soit forfaitaires) ont été établis sur les mêmes bases que le prix du marché et notifiés au titulaire du marché n°PI2016-09. Les prix ainsi notifiés constituent des prix d'attente qui sont appliqués pour l'établissement de devis. Dans la mesure où le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, il convient de prendre un avenant pour introduire ces prix aux pièces contractuelles.

Il s'avère que des ajustements dans la réalisation de l'étude ont été nécessaires.

Compte tenu que l'étude de faisabilité a été réalisée selon des critères de tonnages définis et que entre-temps la situation a évolué avec notamment un tonnage plus faible, une nouvelle étude de faisabilité a été commandée suite à ce réajustement, ayant pour conséquence l'allongement des phases 1 et 3 (changements apportés au niveau de la validation du dimensionnement de l'outil et de la validation de l'enveloppe financière du projet) et entraînant une étude complémentaire forfaitaire.

Les objectifs de cette étude complémentaire était de :

- Connaître l'organisation actuelle de la collecte sélective sur les quatre syndicats ciblés et les coûts détaillés associés pour le transfert, transport, tri, conditionnement, traitement des refus et caractérisation,

AR PREFECTURE  
047-254702582-20191127-DL2019\_11\_04-DE  
047-254702582-20191127-DL2019\_11\_04-DE  
047-254702582-20191127-DL2019\_11\_04-DE

- Simuler pour chacun des quatre syndicats le coût de tri en intégrant les coûts actuels de transport,
- Proposer une logistique optimale de transport des déchets (recyclables, OMR et refus de tri) des syndicats landais vers les exutoires dont le centre de tri de Damazan.

Compte tenu le coût de revient résultant de cette étude de faisabilité complémentaire, une optimisation a été demandée sur les critères d'emploi de matériels d'occasion et de salariés en insertion, engendrant un coût supplémentaire forfaitaire et un nouvel allongement de la durée d'exécution du marché.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

- **Article 1 : Modification du cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) du marché PI 2016-09**

Les prix suivants sont intégrés au DPGF :

Etude de faisabilité complémentaire suite à réajustement d'un montant forfaitaire de 9 000,00€ HT.

Mission supplémentaire d'optimisation sur le critère d'emploi de matériels d'occasion et de salariés en insertion : étude forfaitaire d'un montant de 8 625,00€ HT.

Le reste des dispositions demeure inchangé.

A ....., le.....

Le Président de ValOrizon,

Pour le groupement  
INDDIGO/ERGONEA,

Jacques BILIRIT

.....

Comité syndical du 27 novembre 2019

DL 2019\_11/05

## MARCHÉ TVX2017-01 TRAVAUX DE CRÉATION ET DE RÉHABILITATION DU CASIER N°17A ISDND DE MONFLANQUIN LOT 1 TERRASSEMENT ET VRD - AVENANT N°3 - INTRODUCTION DE PRIX NOUVEAUX

Le Comité Syndical de ValOrizon, légalement convoqué le **18 novembre 2019**, s'est réuni, dans la salle de l'Hémicycle à l'Hôtel du Département à AGEN, sous la présidence de M. Jacques BILIRIT, Président, le mercredi 27 novembre 2019 à 9h30.

**CONSEIL DEPARTEMENTAL 47** : Séverine BESSON, Jacques BILIRIT, Christophe BOCQUET, Sophie GARGOWITSCH, Christine GONZATO-ROQUES, Françoise LAURENT, Michel MASSET, Valérie TONIN ;  
**VAL DE GARONNE AGGLOMÉRATION** : Marie-France BONNEAU, Patrick COUZINEAU, Gilbert DUFOURG, Jean-Claude DERC, Francis LABEAU, Jean-Pierre VACQUE, Alain LERDU ;  
**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU GRAND VILLENEUVOIS** : Bernard AJON, Daniel DESPLAT, Alain DE VOS, Marc TRANCHARD, Guy VICTOR, Michel VAN BOSSTRAETEN ;  
**SMICTOM LGB** : François COLLADO, Nicolas LACOMBE, Pascal LEGENDRE, Alain LORENZELLI, Jean-François SAUVAUD ;  
**FUMEL VALLÉE DU LOT** : Didier CAMINADE, Jean-Luc MUCHA, Jacques PICCOLI ;  
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DES BASTIDES EN HAUT AGENAIS PERIGORD** : Auguste FLORIO, Laurence ROUCHAUD ;  
**COMMUNAUTE DE COMMUNES COTEAUX ET LANDES DE GASCOGNE** : Eric ALBERTI, Michel PONTTHOREAU ;  
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LAUZUN** : Jean-Marie CONSTANTIN, Jean-Luc GARDEAU ;  
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DE DURAS** : Joël KLEIBER ;  
**COMMUNAUTE DE COMMUNES LOT ET TOLZAC** : \_ ;  
**COMMUNAUTE DE COMMUNES PORTE D'AQUITAINE EN PAYS DE SERRES** : Jean-Louis COUREAU.  
**Nombre de conseillers en exercice : 37**

**Présents** : Mmes BONNEAU, GONZATO-ROQUES, LAURENT, TONIN ; MM. BILIRIT, BOCQUET, CAMINADE, COUREAU, COUZINEAU, DERC, DESPLAT, FLORIO, LEGENDRE, LORENZELLI, PICCOLI, SAUVAUD (16)  
**Représentés** : M. LERDU par M. BILIRIT, M. COLLADO par M. FLORIO, M. CONSTANTIN par M. SAUVAUD, M. LABEAU par M. DERC, M. GARDEAU par M. BOCQUET, Mme ROUCHAUD par M. CAMINADE, M. PONTTHOREAU par Mme BONNEAU, M. VICTOR par M. DESPLAT, M. MASSET par Mme TONIN (9)

10h50 : Départ M. MASSET/Pouvoir à Mme TONIN

10h57 : Sortie Mme GARGOWITSCH (pas présente au moment du vote)

Quorum atteint

**Secrétaire de séance** : M. DESPLAT

**Nombre de délégués présents** : 16

**Représentés** : 9

**TOTAL** : 25

DL 2019\_11/05

## MARCHÉ TVX2017-01 TRAVAUX DE CRÉATION ET DE RÉHABILITATION DU CASIER N°17A ISDND DE MONFLANQUIN LOT 1 TERRASSEMENT ET VRD - AVENANT N°3 - INTRODUCTION DE PRIX NOUVEAUX

Dans le cadre de l'exécution du marché n°TVX2017-01 Lot 1, des prestations supplémentaires ou modificatives, dont la réalisation est nécessaire au bon achèvement de l'ouvrage et pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix, ont été notifiées par ordre de service.

Aussi des prix nouveaux (soit unitaires, soit forfaitaires) ont été établis sur les mêmes bases que le prix du marché et notifiés au titulaire du marché n°TVX2017-01 Lot 1. Les prix ainsi notifiés constituent des prix d'attente qui sont appliqués pour l'établissement des décomptes. Dans la mesure où le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, il convient de prendre un avenant.

Par suite, des ajustements dans la réalisation des travaux ont été nécessaires.

Pour mémoire, le montant contractuel de référence de la tranche ferme est évalué à : 1 504 237,24€HT. Aussi à la date du 11/02/2019, l'estimation financière « recalée » du marché est d'environ 1 571 154,00€HT (pour la tranche ferme exclusivement).

A la date du 22/12/2017, les modifications suivantes avaient été également apportées :

1) **Adaptation du dimensionnement de la lance incendie:** la lance initialement prévue dans le marché n'était pas assez puissante. Une adaptation a dû être envisagée par la mise en place d'une nouvelle lance incendie Midforce, engendrant les prix nouveaux suivants :

N° du prix nouveau	Désignation	Unité	Quantité	PN en €HT
PN15	Lance incendie Midforce	u	1	1 463,15
	Tuyaux souple premier DN 40 40 M	u	1	791,35
	Bac à sable	u	1	111,00

○ Cette adaptation entraîne une plus-value d'environ 2 365,50 € HT

A la date du 30/09/2019, les modifications suivantes ont été apportées :

2) **Modification du réseau de drainage:** dans le cadre des travaux, il a fallu remplacer les drains initialement prévus au marché à la sortie de la digue par des tuyaux pleins, engendrant des coûts supplémentaires qui se répercutent par les prix nouveaux suivants :

N° du prix nouveau	Désignation	Unité	Quantité	PU	PN en €HT
1.10.12	Tuyau PEHD 200 SDR	ml	6	75,00	450,00
1.5.1	Approvisionnement barrière passive	m <sup>3</sup>	9	21,00	189,00
PN	Plus-value pour confection de tranchée en argile	ml	10	18,50	185,00

○ Cette adaptation entraîne une plus-value d'environ 824,00€ HT.

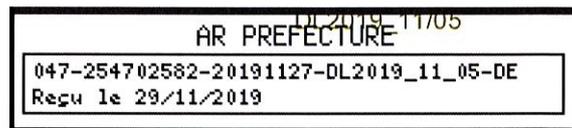
3) **Remblai provisoire front de taille:** dans le cadre des travaux, il a été nécessaire de mettre en place du remblai provisoire pour permettre à la pelle de monter sur le front de taille et que la falaise soit décapée engendrant un coût supplémentaire qui se répercute par le prix nouveau suivant :

N° du prix nouveau	Désignation	Unité	Quantité	PU	PN en €HT
PN	Suite procédure déblai front de taille: remblai provisoire	m <sup>3</sup>	9 100	2,75	25 025,00

○ Cette adaptation entraîne une plus-value d'environ 25 025,00€ HT.

Aussi, les modifications présentées engendrent globalement une plus-value de 28 214,50€ HT sur la tranche ferme.

En revanche, le marché étant passé à prix unitaires, les quantités applicables demeurent variables (sans pouvoir excéder 25% du montant contractuel de référence). Aussi à la date du 30/09/2019, l'estimation financière « recalée » du marché est d'environ 1 599 368,50€ HT (pour la tranche ferme exclusivement).



ENTENDU le rapport de présentation,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la commande publique entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2019,

Vu les statuts du Syndicat mixte de valorisation et de traitement des déchets ménagers et assimilés de Lot-et-Garonne à vocation départementale, modifiés par arrêté préfectoral n° 47-2017-12-29-003 du 29 décembre 2017,

Vu le marché n°TVX2017-01 Lot 1 notifié le 28/04/2017 au groupement GUINTOLI SAS / EUROVIA AQUITAINE SAS / CAZAL SAS / FAYAT ENTREPRISE TP,

Vu le marché n°PI2015-06 de maîtrise d'œuvre pour la construction du casier n°17a notifié au groupement BURGEAP SA / IEI MARES,

Vu la délibération DL2017\_12/11 du comité Syndical du 20 décembre 2017, autorisant le Président à signer l'avenant n°1 du marché TVX2017-01 Lot 1,

Vu la délibération DL2019\_09/06 du comité Syndical du 25 septembre 2019, autorisant le Président à signer l'avenant n°2 du marché TVX2017-01 Lot 1,

Vu les ordres de service n°15 et 16 de prix nouveaux,

Vu l'avis favorable de la Commission d'appel d'offres réunie régulièrement le 18 novembre 2019,

Considérant qu'en application de la réglementation et compte tenu de l'accord entre le titulaire et le maître d'ouvrage sur les prix nouveaux, ces derniers doivent être intégrés au marché par voie d'avenant,

#### **Le comité syndical, après en avoir délibéré,**

- Article 1 : **AUTORISE** le Président à signer l'avenant 3 au marché TVX2017-01 Lot 1 portant introduction des prix nouveaux tels que présenté en annexe,
- Article 2 : **AUTORISE** le Président ou son représentant légal à signer tous les documents relatifs à cette délibération et procéder à toutes les formalités administratives.

#### **Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.**

<b>Résultats des votes</b>	
Suffrages exprimés :	25
Pour :	25
Contre :	0
Abstentions :	0

Fait à Damazan, le 29 novembre 2019

Le Président,

Publication / Affichage  
Le 29 novembre 2019

Jacques BILIRIT

**Marché TVX2017-01 travaux de création et de réhabilitation du casier  
n°17a ISDND de Monflanquin lot 1 terrassement et VRD  
AVENANT N°3 - INTRODUCTION DE PRIX NOUVEAUX**

Entre

Le Syndicat mixte de valorisation et traitement des déchets ménagers et assimilés de Lot-et-Garonne à vocation départementale (ValOrizon), dont le siège social est situé à l'Hôtel du département de Lot-et-Garonne, 47 922 AGEN Cedex 9, représenté par son Président, Monsieur Jacques BILIRIT,

Adresse administrative : ZAE de la Confluence, Chemin de Rieulet 47 160 DAMAZAN

Et

Le groupement GUINTOLI SAS / EUROVIA AQUITAINE SAS / CAZAL SAS / FAYAT ENTREPRISE TP, représenté par Patrice PEREZ-MORILLAS, Directeur Régional,

Le marché n°TVX2017-01 portant travaux de création et de réhabilitation du casier n°17a sur l'ISDND de Monflanquin Lot 1 Terrassement et VRD, a été notifié le 28 avril 2017 au groupement GUINTOLI SAS/ EUROVIA AQUITAINE SAS / CAZAL SAS / FAYAT ENTREPRISE TP.

Dans le cadre de l'exécution du marché n°TVX2017-01 Lot 1, des prestations supplémentaires ou modificatives, dont la réalisation est nécessaire au bon achèvement de l'ouvrage et pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix, ont été notifiées par ordre de service.

Aussi des prix nouveaux (soit unitaires, soit forfaitaires) ont été établis sur les mêmes bases que le prix du marché et notifiés au titulaire du marché n°TVX2017-01 Lot 1. Les prix ainsi notifiés constituent des prix d'attente qui sont appliqués pour l'établissement des décomptes. Dans la mesure où le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, il convient de prendre un avenant pour introduire ces prix aux pièces contractuelles, et notamment au bordereau de prix unitaires.

Il s'avère que des ajustements dans la réalisation des travaux ont été nécessaires.

Pour mémoire, le montant contractuel de référence de la tranche ferme de référence de la tranche ferme est évalué à : 1 504 237,24€ HT. Aussi à la date du 11/02/2019, l'estimation financière «recalée» du marché en d'environ 1 571 154,00€ HT (pour la tranche ferme exclusivement).

Aussi, par ordre de service n° 15, des prix nouveaux ont été notifiés pour adapter le dimensionnement de la lance incendie. En effet, la lance initialement prévue dans le marché n'était pas assez puissante. Une adaptation a dû être envisagée par la mise en place d'une nouvelle lance incendie Midforce.

Par ordre de service n°16, les prix nouveaux ont été notifiés pour modifier le drain posé avant la station de relevage. En effet, dans le cadre des travaux il a fallu remplacer les drains prévus au marché à la sortie de la digue par des tuyaux pleins.

Par ordre de service n°16, un prix nouveau a été notifié pour faire suite à la procédure de déblai du front de taille. En effet, il a été nécessaire de mettre en place du remblai provisoire pour permettre à la pelle de monter sur le front de taille et qu'elle puisse décaper la falaise.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

**- Article 1 : Modification du BPU du marché TVX2017-01 Lot 1**

Les prix suivants sont intégrés au BPU

- Lance incendie Midforce: 1 463,15€ HT/ unité
- Tuyau souple premier DN 40 40M : 791,35€ HT/ unité
- Bac à sable : 111,00€ HT/ unité
- Tuyau PEHD 200 SDR : 75,00€ HT/ml
- Approvisionnement barrière passive : 21,00€ HT /m<sup>3</sup>
- Plus-value pour confection de tranchée en argile 18,50€ HT/ ml
- Remblai provisoire: 2,75€ HT/ m<sup>3</sup>

Le reste des dispositions demeure inchangé.

A ....., le.....

Le Président,

Pour le groupement  
GUINTOLI/EUROVIA/CAZAL/FAYAT

Jacques BILIRIT

Patrice PEREZ-MORILLAS, Directeur  
Régional

Comité syndical du 27 novembre 2019

DL 2019\_11/06

**ACTUALISATION DES TARIFS 2019**

Le Comité Syndical de ValOrizon, légalement convoqué le **18 novembre 2019**, s'est réuni, dans la salle de l'Hémicycle à l'Hôtel du Département à AGEN, sous la présidence de M. Jacques BILIRIT, Président, le mercredi 27 novembre 2019 à 9h30.

- CONSEIL DEPARTEMENTAL 47** : Séverine BESSON, Jacques BILIRIT, Christophe BOCQUET, Sophie GARGOWITSCH, Christine GONZATO-ROQUES, Françoise LAURENT, Michel MASSET, Valérie TONIN ;  
**VAL DE GARONNE AGGLOMÉRATION** : Marie-France BONNEAU, Patrick COUZINEAU, Gilbert DUFOURG, Jean-Claude DERC, Francis LABEAU, Jean-Pierre VACQUE, Alain LERDU ;  
**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU GRAND VILLENEUVOIS** : Bernard AJON, Daniel DESPLAT, Alain DE VOS, Marc TRANCHARD, Guy VICTOR, Michel VAN BOSSTRAETEN ;  
**SMICTOM LGB** : François COLLADO, Nicolas LACOMBE, Pascal LEGENDRE, Alain LORENZELLI, Jean-François SAUVAUD ;  
**FUMEL VALLÉE DU LOT** : Didier CAMINADE, Jean-Luc MUCHA, Jacques PICCOLI ;  
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DES BASTIDES EN HAUT AGENAIS PERIGORD** : Auguste FLORIO, Laurence ROUCHAUD ;  
**COMMUNAUTE DE COMMUNES COTEAUX ET LANDES DE GASCOGNE** : Eric ALBERTI, Michel PONTTHOREAU ;  
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LAUZUN** : Jean-Marie CONSTANTIN, Jean-Luc GARDEAU ;  
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DE DURAS** : Joël KLEIBER ;  
**COMMUNAUTE DE COMMUNES LOT ET TOLZAC** : \_ ;  
**COMMUNAUTE DE COMMUNES PORTE D'AQUITAINE EN PAYS DE SERRES** : Jean-Louis COUREAU.  
**Nombre de conseillers en exercice : 37**

**Présents** : Mmes BONNEAU, GONZATO-ROQUES, LAURENT, TONIN ; MM. BILIRIT, BOCQUET, CAMINADE, COUREAU, COUZINEAU, DERC, DESPLAT, FLORIO, LEGENDRE, LORENZELLI, PICCOLI, SAUVAUD (16)  
**Représentés** : M. LERDU par M. BILIRIT, M. COLLADO par M. FLORIO, M. CONSTANTIN par M. SAUVAUD, M. LABEAU par M. DERC, M. GARDEAU par M. BOCQUET, Mme ROUCHAUD par M. CAMINADE, M. PONTTHOREAU par Mme BONNEAU, M. VICTOR par M. DESPLAT, M. MASSET par Mme TONIN (9)  
 10h50 : Départ M. MASSET/Pouvoir à Mme TONIN  
 10h57 : Sortie Mme GARGOWITSCH (pas présente au moment du vote)  
 Quorum atteint  
**Secrétaire de séance** : M. DESPLAT  
**Nombre de délégués présents : 16**  
**Représentés : 9**  
**TOTAL : 25**

DL 2019\_11/06

**ACTUALISATION DES TARIFS 2019**

Considérant la nécessité, chaque année, de délibérer en cours d'année sur les tarifs applicables pour de nouvelles prestations réalisées par le Syndicat,

Considérant que des révisions de prix ont pu intervenir également en cours d'année,

Il convient de mettre à jour les tableaux de tarifs.

**1- Traitement des ordures ménagères et tri en euros la tonne**

COLLECTIVITES	OM	TRI
CC COTEAUX ET LANDES DE GASCOGNE	96,31	201,00
CC PORTE D'AQUITAINE EN PAYS DE SERRES	109,39	288,00
SMICTOM LOT GARONNE BAÏSE	96,30	212,00
CC DU PAYS DE DURAS	100,80	202,00
CC DU PAYS DE LAUZUN	100,80	267,50
AGGLOMERATION DU GRAND VILLENEUVOIS	95,26	259,00

AR PREFECTURE 19_11/06
047-254702582-20191127-DL2019_11_06-DE
Regu le 29/05/2019 235,00

FUMEL VALLEE DU LOT	95,26	220,00
CC LOT ET TOLZAC	95,26	220,00
CC BASTIDES EN HAUT AGENAIS PERIGORD	95,26	220,00
VAL DE GARONNE AGGLOMERATION (33)	99,14	246,00
VAL DE GARONNE AGGLOMERATION (47)		201,00
Refus de tri		106,50

## 2- Autres tarifs en euros la tonne

Vente de compost	9,00
Traitement déchets verts plateforme de Monflanquin	29,30
Traitement DIB (particuliers entreprises et non adhérents)	125,00
Broyage déchets verts	8,90
Utilisation quai de transfert de Marmande (transport)	16,00
Utilisation quai de transfert Miramont-de-Guyenne (transfert+ transport)	17,00
Utilisation quai de transfert Villeneuve-sur-Lot (transfert+ transport)	8,00
Utilisation quai de transfert Miramont-de-Guyenne (collecte sélective)	27,50
Utilisation quai de transfert Fumel (collecte sélective)	39,00

## 3- Autres tarifs

Caractérisation des collectes sélectives	300€/trimestre
Immobilisation du camion de transport lié au dépassement de radioactivité autorisée	272,40 €/ jour
Location bennes collecte sélective	150 € la rotation
Lavage bennes site de Miramont-de-Guyenne	4€ HT le lavage
Achat bois sur pied (Réaup-Lisse)	3,10€ HT la tonne

<b>Nouvelle déchèterie de Miramont-de-Guyenne (CC Pays de Lauzun)</b>	
Transport et traitement ferraille	-56,37€/tonne
Transport et traitement carton	-11,93€/tonne
Transport des gravats	108,70€/rotation
Transport des déchets verts à 25 km maximum de la déchèterie	81,07€/rotation
Supplément lié au passage par le quai de Miramont-de-Guyenne DV	10,93€/rotation
Compostage déchets verts	27€/tonne
Traitement des gravats	8€/tonne
Transport et traitement du bois	77,76€/tonne
Transport et traitement du tout-venant	121,46€/tonne
Transport et traitement des DDS	820€/tonne
Transport et traitement des huiles minérales	99€/tonne

<b>Transport collectes sélectives au départ de la déchèterie de Penne d'Agenais (Communauté de communes Fumel Vallée du Lot)</b>	68,736€ HT la tonne
--	---------------------

## 4- Autres tarifs prévention/communication

Intervention animation en milieu scolaire	50,00€ l'intervention
Refacturation poule	1,00€ l'unité
Composteur bois 400L	43,59€ HT

		AR PREFECTURE 9_11/06	
Composteur bois 600L		047-254702582-2019112756,07€ HT	06-DE
Kit supplémentaire composteur bois : bio-seau		Regu le 29/11/2019	2,93€ HT
Kit supplémentaire composteurs bois : guide du compostage			0,98€ HT
Kit supplémentaire composteur bois : autocollant			0,00€ HT
Composteur plastique 400L			32,84€ HT
Composteur plastique 600L			49,82€ HT
Kit supplémentaire composteur plastique : bio-seau			1,73€ HT
Kit supplémentaire composteurs plastique : guide du compostage			0,55€ HT
Kit supplémentaire composteur plastique : autocollant			0,11€ HT

## 5- Locations immobilières site de Damazan

Location de bureaux bâtiment rouge	7 € HT le m <sup>2</sup> /mois
Location de bâtiments industriels (cf. annexe)	-
Bâtiment 1	3 € HT le m <sup>2</sup> /mois
Bâtiment 2	
de 0 à 1000 m <sup>2</sup>	5 € HT le m <sup>2</sup> /mois
de 1001 à 2000 m <sup>2</sup>	4 € HT le m <sup>2</sup> /mois
plus de 2000 m <sup>2</sup>	3 € HT le m <sup>2</sup> /mois
location espace extérieur de stockage	1 € HT le m <sup>2</sup> /mois

Les frais de gestion et les fluides seront facturés au prorata des m<sup>2</sup> occupés.

## 6- Cotisation adhérent

- Cotisation

0,50 € par habitant

Ces tarifs s'entendent hors TVA et intègrent la TGAP et les taxes communales en vigueur en 2019.

### Après en avoir délibéré, le comité syndical,

- Article 1 : **DÉCIDE** d'adopter les tarifs tels que révisés. Ils pourront varier en fonction des évolutions réglementaires en matière de taxes.
- Article 2 : **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer tous les documents relatifs à la présente délibération.

**Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.**

Résultats des votes	
Suffrages exprimés :	25
Pour :	25
Contre :	0
Abstentions :	0

Fait à Damazan, le 29 novembre 2019

Le Président,

Publication / Affichage  
Le 29 novembre 2019

Jacques BILIRIT